

**Lire en p. 12 : main basse sur la presse**  
**HERSANT : LES PREMIERS PAS D'UN EMPIRE**

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**MERCREDI 2 FÉVRIER**  
N° 365 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942  
\* \*

**GRÈVE E.D.F**

La direction de  
Renault (Douai)  
lock - out 4 000  
ouvriers

**INAUGURATION DE  
BEAUBOURG**

**GISCARD  
JOUE  
POMPIDOU  
CONTRE  
CHIRAC**

*Le temps des pompeuses inaugurations disparaît, en même temps que les pompeuses réalisations françaises. En ces temps de crise pour la bourgeoisie française, Beaubourg fait un peu figure d'anachronisme. Pourtant, l'espace de quelques heures, Giscard s'y est cru. Il y avait l'autre soir un roi (deux chefs d'États africains et deux princesses). Même dans son discours, Giscard a voulu ressortir les grands thèmes et les grands mots... Mais Chirac était là, au premier rang du public invité, et il a entendu les allusions du président de la république qui, falsifiant la vérité historique, rappelait que Pompidou, lui, était un homme d'État parce qu'il s'était tu au moment de son départ du gouvernement. Décidemment, même lors des fastueuses réceptions, les sourdes querelles de la majorité sont présentes. Aussi bien Giscard que Chirac disent le regretter, mais tous les deux ne peuvent que se livrer au petit jeu des allusions et des critiques.*

Voir p. 3

**SUD LIBAN**

**MENACES  
ISRAË-  
LIENNES**

Le Sud-Liban fait partie de l'espace vital israélien. C'est ce qu'a déclaré Allon, le ministre israélien des Affaires Étrangères en tournée sur la frontière israélo-libanaise. Par conséquent, il exige que les troupes de dissuasion arabe ne pénètrent pas au Sud-Liban. C'est «une question de principe et un précédent» a-t-il déclaré. De plus en plus ouvertement, Israël impose comme un fait accompli son contrôle sur le Sud-Liban, avec le soutien complet des USA qui viennent de transmettre les conditions israéliennes concernant le Sud-Liban.

Voir p.7

**SIDÉRURGIE LORRAINE**

**6 000 LICENCIEMENTS POUR 77**

**LES MAÎTRES DE FORGE  
REVELENT LEUR  
PLAN DE CHOMAGE**



Sacilor Rombas : parmi les premiers visés.

Cette fois, les chiffres sont connus. Les trusts sidérurgiques Usinor, Sacilor-Sollac et Chiers Chatillon viennent de faire connaître leur plan détaillé de licenciements. Sacilor-Sollac annonce la suppression de 9 200 emplois dans les trois ans qui viennent (dont 5 000 dans le secteur produits longs -Sacilor-, 1 600 dans le secteur produits plats -Sollac-. Usinor, 2 200 licenciements (dont 862 à Usinor Thionville, 230 à Usinor Longwy) ; le groupe Chiers Chatillon, 700 pour cette même année.

Espérant bloquer toute riposte, les directions prétendent «que des mesures diverses seront étudiées pour permettre à tous un revenu convenable», faisant croire que les travailleurs seraient mis en pré-retraite, étant donné que «si cela se révélait insuffisant, il faudrait recourir à des licenciements !» En fait, après que 17 000 travailleurs aient déjà été mis en chômage en 7 ans, (notamment par le biais du plan Dherse en 71), la bourgeoisie française entend, par cette nouvelle restructuration, améliorer la compétitivité du secteur sidérurgiste face aux concurrents allemands et japonais. Les sidérurgistes ne l'accepteront pas !

**LIRE EN P.2  
NOTRE ENQUÊTE**

**LE DOSSIER  
BEN BARKA  
NE SERA PAS  
CLOS**

Une bien curieuse  
similitude

Voir p. 6

Suma - St Gratien

**Le patron  
frappe et  
séquestre son  
employée  
DEUX MOIS  
DE PRISON  
AVEC SURSIS**

Voir p. 6

**CONFÉRENCE DE PRESSE DE F. CLAUSTRÉ**

**PAS UN MOT  
SUR GISCARD**

En quelques mots, Françoise Claustre a effacé l'image que la «grande» presse avait voulu donner de sa captivité. Ce n'est pas une femme recluse, sous la menace permanente de fusils braqués par des soldats muets, qui est apparue sur les écrans de télévision, mais celle d'une femme qui a trouvé «ses moments de réconfort» lorsqu'elle «était avec le peuple toubou». Elle a toujours été bien traitée tout au long de sa captivité, a-t-elle dit.

Elle a cependant apporté certaines précisions sur les conditions de sa libération. Elle a rencontré le «négociateur lybien, le 26 décembre». Le retour a été organisé dans des véhicules lybiens. Ainsi, Giscard a négocié avec la Lybie quelque chose qui relevait entièrement du

Tchad. Jusqu'au bout de cette affaire, l'impérialisme français aura violé et la souveraineté du Tchad et traité avec le plus brutal mépris son peuple.

Cependant, après Françoise Claustre, Goukouni a pris la parole pour attaquer violemment la politique française à l'égard du Tchad à laquelle il a reproché de soutenir le gouvernement en place, du général Malloum. Les conditions scandaleuses dans lesquelles Giscard a traité toute cette affaire, donne la mesure de l'amitié franco-africaine qu'il dit être l'axe de sa politique.

Voir p. 7

# ENQUÊTE

## LES SIDÉRURGISTES LORRAINS AU COEUR DE LA CRISE

Fin

# "si on dirigeait tout ça..."

par Richard Feuillet

**«Lutter ? Mais qui nous dit que les licenciements ne vont pas recommencer dans deux ans, trois ans ?»** Cette remarque, on ne manque pas de l'entendre, quotidiennement en Lorraine.

Défaitisme ? Quelques fois, oui. Mais, le plus souvent, loin de signifier une absence de volonté de lutte, elle signifie au contraire que les sidérurgistes lorrains, de plus en plus nombreux, tirant le bilan de dix années de lutte ou parfois plus, en viennent aujourd'hui à poser une exigence : il faut en finir avec ce système ! C'est l'aspiration à une autre société qui monte en Lorraine. Et là-dessus, les travailleurs ont beaucoup à dire.

Contre le PCF qui les appelle à défendre «l'économie française» en masquant la question de qui dirige la société, beaucoup disent : «Ce qui nous intéresse, ce n'est pas de concurrencer les autres, mais de satisfaire nos besoins».

L'exigence d'une société où la production serait orientée en fonction des besoins, où l'ouvrier ne serait pas l'appendice de la machine, où la santé des travailleurs serait effectivement respectée, ceux de la Sollac nous en ont parlé.

«Si un jour, on dirigeait tout ça, on pourrait supprimer le travail continu, par exemple ou du moins le limiter. A Hayange, on nous rabâche que les hauts fourneaux ne peuvent jamais

viennent de passer du continu au discontinu : donc c'est possible ! Mais il faut voir pourquoi : certains secteurs sont un peu vétustes et les patrons préfèrent stopper un moment, cumuler un certain nombre de commandes. Mais, pour nous... c'est trois heures de travail en plus et 500 à 700 F de moins ! Dans la société actuelle, les améliorations profitent toujours au patron !»

Mais, comme nous le diront certains travailleurs : «Ça ne veut pas dire qu'on se tournerait les pouces». Beaucoup estiment que le travail peut être épanouissant. Toute la question est : pour qui, pour quoi on travaille ?

Ainsi, Jeff, ce jeune

té, certaines contraintes ne pourront disparaître du jour au lendemain. Mais, ce qu'il faudra faire rapidement, c'est restreindre, tout ce qui peut l'être : «Ce qu'il faudra, c'est supprimer la cause des accidents et des maladies professionnelles. Tiens, par exemple, on a un directeur au chemin de fer, il part de ce principe-là. Dans le port d'Hilange, les gars bouffent de la poussière de charbon à longueur de journée. Un peu de vent et ça décolle ! Le gars, il fait des essais pour recouvrir les tas d'une espèce d'enveloppe protectrice. Ça n'intéresse pas les grands patrons bien sûr, et puis, le gars c'est un peu spécial : il est pas mal, il a commencé comme chef de gare. Mais c'est ce principe-là qu'il faudra appliquer».

Ça ne veut pas dire qu'on pourra tout résoudre à court terme. «on supprimera ces tableaux noirs, devant les hauts fourneaux sur lesquels il y a marqué «record de coulée», disent certains, condamnant par là les divisions qu'entretiennent les patrons pour leur profit.

«Ceci dit, il y aura encore du travail dur, nous disent les travailleurs de la Sollac. Société socialiste ou pas, quand tu seras devant ton haut-fourneau, ça ne sera pas marrant tous les jours».

Comment résoudre ce problème ? «Par exemple, on organisera des mutations temporaires dans d'autres industries, avec les mêmes salaires bien sûr». Ces mutations, pour certains, elles existeront aussi pour une autre raison. «La modernisation, il faudra qu'elle se fasse aussi. Il faut bien que l'histoire avance. Les métiers à tisser, ce ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Et puis, il y a vraiment des hauts fourneaux qui sont vétustes». Mais cette modernisation ne devra pas se faire contre nous. La modernisation peut rendre le travail moins pénible.



sation ne devra pas se faire contre nous. La modernisation peut rendre le travail moins pénible.

### «POUVOIR VIVRE»..

Et - produire moins cher, c'est aussi faire des bénéfices. Mais qu'en fera-t-on, pour ce travailleur d'Usinor Longwy ?

«Regardons d'abord les bénéfices aujourd'hui. Le directeur d'Usinor va chercher dans les 4, 5 millions par mois. L'ouvrier il gagne 1 800 F. En système socialiste, il y aurait des bénéfices. Mais déjà, n'ayant pas des salaires de patrons, on pourrait faire tourner la boîte en ayant une marge de bénéfices plus réduite. Ce n'est pas pour autant que la boîte fermerait. Les bénéfices seraient répartis entre une caisse spéciale... pour construire des écoles, des crèches, je ne sais pas moi, et une partie seulement pour nous directement, car nous, les ouvriers, on ne demande pas la richesse, mais de vivre correctement... et puis aussi pouvoir voir la famille, les enfants, sortir».

«L'année dernière, ma femme faisait les trois postes dans une entreprise de nettoyage et moi, deux. Une fois que nous avons eu le second

gosse, elle a arrêté, car on ne se voyait jamais. Dans les conditions actuelles, on ne peut pas faire autrement. Avec le travail posté comme c'est organisé, tu ne peux pas voir la famille, les enfants, sortir. Tu veux aller à un meeting ? Tu ne peux pas. Tu te crèves le

lendemain».

Et ces aspirations irrésistibles à un changement radical de société, grandissent de jour en jour en Lorraine, n'en déplaise au PCF, des aspirations qui ne se satisfont nullement de son projet.

### «PAS VALABLE !...»

En Lorraine, le PCF, tente d'étouffer ces aspirations des travailleurs à une autre société. «En URSS, en 1917, ils avaient tout gagné. Ils ne pouvaient pas descendre plus bas. Ils n'avaient rien ! Ce n'était même pas des hommes, c'était des bêtes ! Nous, on n'en est pas là, c'est à double tranchant». Que les travailleurs russes n'avaient rien à perdre, voilà une évidence, mais outre le mépris pour les masses que recèle le point de vue selon lequel on n'aspire à changer de société que lorsqu'on crève de faim, cette réflexion que le PCF colporte chez certains travailleurs, reflète une démarche bien précise. Il s'agit de répandre l'illusion selon laquelle les travailleurs peuvent s'en tirer sans rompre radicalement avec le système actuel, pourvu que les «bienfaits» de cette société de «consommation» soient relancés par lui. Malheureusement pour lui, voilà un mythe qui s'effondre !

Des militants du PCF pour tenter de prouver le bien-fondé de la position selon laquelle, «pour changer les choses, il faut passer par tout une étape intermédiaire» nous citera en exemple l'Italie : «Le PCI est obligé de faire des concessions, de serrer la main du pape. Mais que veux-tu, il est entouré de capitalistes ! Alors il faut faire des concessions, on ne peut pas tout avoir d'un coup !»

Faire des concessions : en clair, s'allier avec la démocratie chrétienne et appeler les travailleurs à accepter l'austérité ! Une «stratégie» que les travailleurs de la Sollac reçoivent, rejetant sans ambiguïtés. Un jeune militant du PCF nous expliquera ainsi ses difficultés à faire admettre l'exemple d'une politique comme celle du PCI : «T'as beau leur expliquer, les gars ils te disent «le PCI, c'est un faux ! C'est pas valable !»



«Tu te crèves le lendemain...» La fatigue des transports s'ajoute à la fatigue du travail posté.

s'arrêter : c'est vrai que même pour les plus grandes actions, il y a des gars qui passent avec des feuilles de sécurité pour que les fourneaux ne s'arrêtent pas. C'est vrai que si tu l'éteins, il faut un temps fou pour le rallumer. Mais, ce qu'il serait possible de faire sans les patrons, ce n'est pas d'arrêter les hauts-fourneaux... mais, la production.

C'est ce qu'ils font d'ailleurs pour Pâques : ils mettent un réchauffeur dans le four, qui le maintient à température voulue. Et là, tu ne fais qu'un service de nuit réunit avec un gars. C'est en s'appuyant là-dessus, que certains gars ont réclamé le samedi de nuit.

D'ailleurs, dans certains endroits, ils

appreni dans un CET de Sollac, à Guénange, près de Thionville, «La sidérurgie, ce n'est pas que je n'aime pas mais, pas comme c'est maintenant». Ainsi, ces travailleurs de Sacilor, de 60 ans, qu'on veut licencier et qui, bien qu'ils aient subi des années d'exploitation, veulent continuer à travailler, rester avec les copains, «mener encore des grèves» car ils estiment que dans la société actuelle, la retraite, c'est la solitude, et qu'on est réduit à l'inutilité.

### «SUPPRIMER LA CAUSE DES ACCIDENTS ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Dans une autre société

## «Démocratiser les conseils d'administration, qu'est-ce que ça va changer ?»

Pour le PCF : «La nationalisation, c'est un Conseil d'Administration composé de représentants de l'Etat minoritaires... de représentants des travailleurs qui pourront intervenir sur des questions de sécurité, d'emploi».

«Les représentants des travailleurs, disent des ouvriers de Longwy, ça sera le PC. Même avec des gars hennêtes, qu'est-ce qui obligera les patrons à t'écouter ? Comme aujourd'hui, dans ces conseils où le plus que tu peux faire, c'est l'ouvrir, le patron, il t'écoute, s'il veut... Ou il s'en va».

A l'affirmation de l'un d'eux : «L'essentiel, c'est

que les gars aient plus de pouvoir, qu'ils puissent imposer de modifier l'ordre du jour, de discuter les revendications», les gars, en désaccord avec cela, répondent : «On n'aura une fois de plus qu'un moyen : la grève car on n'aura pas le pouvoir».

Lorsqu'on sait que les représentants gouvernementaux seront par exemple, ces gens de gauche qui, dès aujourd'hui, parlent d'imposer le «consensus social» pour faire payer l'austérité aux travailleurs, on comprend la conclusion des travailleurs. Cette question du pouvoir, des décisions qui se prennent ailleurs, des

vieux travailleurs se la posent très directement. «En 1950, on nous disait «il y en a pour 200 ans», en ce qui concerne le minerai. Après, on nous a dit : «100 ans». Maintenant, ils se sont mis d'accord sur 30 ans. Mais qui fait les relevés géologiques ? Les patrons. C'est tout en haut que les décisions se prennent. C'est tout en haut, qu'il faut tout changer». Un jeune militant du PCF qui, par ailleurs, nous dit : «Le programme commun, c'est mon cheval de bataille», s'interroge : «En effet, qu'est-ce qui empêchera qu'ils fassent leur clan à eux ? Ça sera peut-être comme par le passé et je ne

sais pas si ce n'est pas voulu que la gauche passe au pouvoir car dans la bourgeoisie, il doit y avoir une de ces pagailles», exprimant par là, la crainte que la bourgeoisie s'approprie effectivement à appeler la gauche au pouvoir, avec ou sans le PC, pour mieux imposer ce fameux «consensus social» qui lui fait défaut, afin de continuer à exploiter les travailleurs. Les contradictions de fait que ces jeunes militants entretiennent avec leur parti, leurs questions, ne sauraient manquer dans les mois à venir, de déboucher sur une prise de conscience de la nature exacte des projets du PCF.

# GISCARD JOUE POMPIDOU CONTRE CHIRAC

4 000 invités, des chefs d'Etat « illustres » (Baudouin, Senghor, Mobutu, Grâce de Monaco, etc...) passant entre les haies de gardes républicains en grande tenue, voilà pour le décor du Centre Pompidou le soir de son inauguration. Giscard était là bien sûr, entouré de ses ministres, pendant qu'au milieu des invités, Chirac serrait des dizaines de mains et continuait ainsi sa campagne électorale.

Il n'a pas été beaucoup question d'art et de culture au cours des différents discours. Giscard, au milieu de phrases pompeuses, comparant Beaubourg à « un immense catafalque sur lequel repose la pensée de Pompidou » (1), en a bien sûr profité pour attaquer à nouveau Chirac. Et quelle meilleure occasion avait-il qu'en prononçant le panégyrique de Pompidou, dont Chirac se prétend l'héritier politique ? Evoquant la « mise en réserve de la république » de Pompidou en 69, Giscard ajoute : « Lui, l'homme de fidélité, n'arrivait pas à admettre les déchirements de la vie publique. Gardant le silence, évitant tout ce qui pouvait élargir la fissure de l'édifice, il acquiesçait aux yeux de l'opinion publique, la

dimension de l'homme d'Etat. Un an plus tard, la France lui en conférait la dignité.

Nul ne pouvait s'y tromper,

propres termes. Il n'a pas tellement l'occasion d'inaugurer des réalisations prestigieuses et coûteuses de style gaullien, alors quand il peut le

faire, il cherche à se donner la stature politique qu'il n'a pas, celle d'un chef d'Etat à la De Gaulle.



ces phrases étaient destinées à Chirac.

Quelque peu noyé au milieu de la bataille politique, Giscard cherche à reprendre le thème de l'homme d'Etat, au-dessus des partis, « tuteur et rempart pour que la France reste elle-même », selon ses

deux clans : Giscard, non gaulliste, évoque Pompidou, continuateur de De Gaulle pour contrer Chirac, qui se déclare le continuateur de Pompidou. Décidément, la droite est en plein brouillard de références...

L'étrange partie de billard qui se joue en ce moment dans la « majorité », où on encense un tel pour mieux critiquer tel autre, où en

Nicolas DUVALLOIS

## les problèmes du pcf

### REMISE DES CARTES

Pour le PCF, le début de l'année est consacré à la remise des cartes. Dans un document à l'usage des responsables de cellule, une fédération d'un département de l'Est explique un peu la marche à suivre : d'abord cette fédération constate : « Le décalage persistant, voire inquiétant, entre le nombre de personnes qui ont signé un bulletin d'adhésion et le nombre de ceux que l'on a effectivement gagnés à la vie du parti en leur remettant la carte ». Toujours selon cette fédération, c'est là un problème politique : « c'est la survivance de pratiques étroites de militants qui éliminent ceux qui ne répondent pas à leurs critères de « bons adhérents ». Et de citer Paul Laurent qui dit : « qu'il ne faut pas juger un militant à sa participation aux réunions de cellule... ».

Un objectif audacieux découle de cela : remettre leur carte à 80 % des adhérents de l'an dernier ! Le PCF se fixe donc un taux de 20 % de départs, ce qui signifie en clair qu'il y en a beaucoup plus en réalité. L'assemblée de remises des cartes doit être un grand moment de débat politique, ouvert à tous, mais attention, « nous ne souhaitons pas la présence d'adversaires dans les assemblées, ni même de gens appartenant à d'autres partis ». Tout nouvel adhérent, se verra offrir un abonnement de 3 mois à l'« Humanité », et après « il faut aider le nouveau camarade à poursuivre la lecture de l'« Humanité ». Des fois qu'il trouverait l'« Huma pas intéressant... Ces assemblées de remise de cartes sont importantes, puisque « le tiers des adhésions de toute une année sont réalisées à ce moment ». Ce qui est contraire aux affirmations quotidiennes du PCF comme quoi il se renforcerait surtout dans les luttes. Ce rapport est suivi d'une fiche technique à remplir où figure une place réservée à l'explication des démissions dans la cellule : il y a trois petites lignes à remplir. Autant dire qu'il ne faut pas trop enquêter sur les raisons de ces démissions du PCF. Cela risquerait peut-être de donner des idées aux autres membres de la cellule.

### «DE L'ARGENT, BEAUCOUP D'ARGENT»

Pour financer sa campagne électorale des municipales, la fédération de Paris du PCF a besoin de 2 millions de francs. Comme dit une note adressée aux militants du PCF du 14<sup>e</sup> arrondissement, « dans ce domaine financier le parti ne peut compter que sur ses adhérents ». Le ton de la lettre est d'ailleurs très administratif ; après avoir rappelé que certains ont déjà versé l'équivalent d'un 13<sup>e</sup> timbre, et d'autres pas, la lettre ajoute : « Si tu es de ceux-là, nous te demandons d'apporter ta contribution dès la prochaine réunion de ta cellule. (...). Nous sommes certains que tu comprendras le sens de notre démarche et les raisons pressantes qui l'ont motivée, et nous te prions de croire, Cher (e) camarade, à nos fraternelles salutations ». Il y a une semaine, l'arrondissement concerné n'avait récolté que 16 % de la somme prévue.

### CELLULE FANTÔME

A l'usine Saint-Gobain d'Orléans, le PCF possède une section d'entreprise. C'est du moins ce qui était annoncé jusqu'ici, et en particulier au cours de la grève d'il y a un an. Or, l'« Humanité » annonce que « les communistes de Saint Gobain ont commandé plusieurs centaines d'« Humanité nouvelle formule » pour développer le parti et créer une section ». De deux choses l'une : ou bien ils mentaient jusqu'à présent, ou bien ils ont enregistré un bon nombre de démissions.

### UNE LEÇON AU PCF QUI MÉRITE RÉPONSE

Le journal soviétique « La Pravda » publie sur deux pleines pages une résolution du Parti Communiste d'URSS. Cette résolution pleine d'agressivité s'en prend aux pays satellites de l'Est (« ces partis communistes sont rassemblés par la volonté dans une union de type nouveau qui comporte des droits, mais aussi des devoirs »). Elle attaque aussi directement les partis européens, en leur rappelant les principes marxistes-léninistes à la sauce Brejnev bien sûr : « Le parti révolutionnaire de la classe ouvrière est un parti qui respecte l'internationalisme prolétarien, qui est fidèle à la théorie du marxisme-léninisme et au centralisme démocratique ». Dans l'esprit des dirigeants russes, cela veut dire est-ce que le PCF et les autres partis « eurocommunistes » sont prêts à taire leurs critiques face à l'URSS, est-ce qu'ils sont prêts à garder le langage marxiste-léniniste (peu importe le contenu), est-ce qu'ils sont prêts à se débarrasser de leurs intellectuels du type Ellenstein. On attend avec intérêt dans l'« Humanité » la réponse du PCF, qui doit se demander s'il faut se lancer à répondre ou pas.

### Saint-Malo

## MUNICIPALES SUR FOND DE CRISE

Le fond de crise, c'est, pour une ville de plus de 40 000 habitants, plus de 2 500 chômeurs, les fermetures d'usines qui se succèdent : Siccna, puis Soref, ensuite Solya et dernièrement Actime. Des salaires pour la plupart inférieurs à 2 000 F par mois. Une cité

ouvrière, « la Découverte », où l'on trouve comme de bien entendu, un supermarché, mais où aucune distraction n'est offerte : pas de cinéma, de maison de jeunes, ni quoi que ce soit d'utile ou de distrayant pour les milliers de travailleurs qui y vivent.

Face à cette situation dramatique, le combat ouvrier se développe. En avant-garde, ceux de la SICCNA (ancien chantier naval), qui employait plus de 450 personnes. Aujourd'hui, ils détiennent le record du plus long conflit de France : le 17 mars 77, cela fera deux ans que le bilan aura été déposé. Les ouvriers d'ACTIME refusent à juste titre leur licenciement et se battent pour la réouverture de leur boîte.

Pourtant, le tourisme se porte bien : la municipalité (tendance « majorité ») n'a pas lésiné sur les moyens. Notamment, un port de plaisance qui coûtera plus cher qu'il ne rapportera : prestige oblige ! Mais, pour la jeunesse, les ouvriers, la culture : rien !

une autre, de Bernard Mousson : Saint Malo Avenir (il s'agit d'un ami de Fourcade). On ne peut oublier la soi-disant apolitique « liste d'union pour le développement et la prospérité de Saint-Malo », « ouverte à toutes les personnes de bonne volonté qui voudront travailler pour le bien commun de la cité... » avec Bonnet, de la direction de Citroën Rennes.

Du côté de la gauche, les tractations ont amené à un accord ; des contacts doivent être pris avec l'Union Démocratique Bretonne (UDB) et le PSU, à la demande de ces deux organisations. De tout cela, que peut-il sortir de bon pour la classe ouvrière malouine en lutte pour son emploi ?

### Mairie de Paris

## TOUT EST FIGÉ

La rencontre prévue entre les partis de gauche n'a rien donné, comme il était prévisible. Les difficiles calculs arithmétiques continuent entre le PCF qui s'affirme majoritaire (dans la gauche) à Paris, et le PS, qui s'évertue à vouloir prendre en compte la progression socialiste. Cette nouvelle constatation des divergences n'empêche pas Fizin et Sarre, les deux chefs de file, de clamer bien haut qu'ils sont, chacun de leur côté, les plus unitaires.

Chirac, quant à lui, tenait sa conférence de presse, devant force journalistes. Il a rejeté dédaigneusement la proposition de d'Ornano de faire liste commune dans quelques secteurs. Il avait paru-il déjà avancé cette idée, que son adversaire n'avait pas reprise sur le moment. Chirac offre des perspectives intéressantes aux Parisiens : au milieu

d'une série de propositions démagogiques, il avance l'idée que les policiers soient logés dans les immeubles collectifs, afin de mieux garantir la sécurité. L'ilotage poussé à l'extrême, Chirac montre quelle conception il a de la sécurité des Français.

### RPR BAT PS SUR LE POTEAU

Ca sert d'être âgé. C'est ce qui a permis à Augustin Chauvet, député maire de Mauriac, d'être élu président du Conseil Régional d'Auvergne. Chauvet a obtenu le même nombre de voix que le candidat PS Pourchon. Le RPR l'a emporté au bénéfice de l'âge.

Defferre a, quant à lui, été réélu sans problème à la présidence du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour les dernières élections en date, les cantonales, Saint-Malo a donné la victoire à la droite et 45% des voix pour le programme commun. Aux dernières municipales, Planchet (centriste mal défini) avait battu Bourges (ministre UDR). Mais, après la découverte de combines immobilières où il est impliqué, Planchet, entrepreneur, a été destitué de ses fonctions. Il ne peut se représenter.

Aujourd'hui, quatre listes sont en présence : à droite, la liste sortante, que traîne le scandale de Planchet ;

Le mieux placé pour le 2<sup>e</sup> tour de la cantonale partielle est Bruyas, membre de l'équipe P.R.A.D.E.L. qui avec 12,88 % des voix est le seul à avoir obtenu le minimum de 12,5 % nécessaire pour se présenter, au 2<sup>e</sup> tour. Au 2<sup>e</sup> tour, il n'y aura donc que deux candidats : Bruyas et le candidat qui le suit : mais c'est Bansillon du CDS qui doit normalement se désister en faveur de Bruyas ; le suivant serait alors le candidat du PS.

# POLITIQUE

## PARIS

### INCERTAINES IDÉES DE MONSIEUR D'ORNANO

«Une certaine idée de Paris», le livre que monsieur d'Ornano a signé, et qui a été présenté lundi à la presse, est un programme municipal pour la ville de Paris. L'auteur (?) part d'un certain nombre de constatations faites par les Parisiens sur les difficultés de la vie dans la capitale pour jurer bien honnêtement qu'il les allégera : embarras de la circulation, dégradation de l'environnement, urbanisme sauvage imposant partout le béton et détruisant la vie

traditionnelle, vie chère contraignant beaucoup de Parisiens à l'exil.

Les formules apparaissent criantes de vérité, du genre : «la ville-bureau, toute entière désertée par ses habitants». Dans ces conditions, le programme ne peut qu'être ambitieux : des transports en commun aux espaces verts, en passant par le rayonnement culturel, la vie sociale des quartiers, tout y passe. Les promesses, faut-il le dire, restent

quelque peu dans le vague : le moyen de faire autrement, quand la capitale n'est ni plus ni moins aujourd'hui qu'un concentré de cette société à laquelle monsieur d'Ornano est si attaché.

On relèvera quand même deux précisions : pour lutter contre «l'insécurité», le candidat républicain indépendant promet une présence permanente de la police parisienne dans les quartiers, avec notamment pour

objectif de «multiplier les actions de surveillance» et «d'éviter que les manifestations sur la voie publique ne dégèrent». Bref, on nous promet plus de flics encore. Il faut aussi : «donner la priorité à la réhabilitation de l'habitat ancien». Plus d'un promoteur se frottera les mains : on sait qu'aujourd'hui, ces opérations deviennent parmi les plus rentables. Et qu'elles sont l'occasion d'augmentations astronomiques de loyers, qui continuent à chasser les habitants des anciens quartiers populaires.

Naturellement, il fallait s'attendre à une attaque contre l'ancienne administration de la ville, dominée par le RPR : la voici : les Parisiens sont «las de cette gestion irresponsable qu'on leur impose depuis tant d'années ; las de ces erreurs, de ces scandales dont les fautes ne sont jamais identifiées ; las de ces décisions suspectes qui s'abattent sur la ville comme par hasard». Bref, il leur fallait un maire. Monsieur d'Ornano a l'intention d'être celui-là. De la coupe aux lèvres...

### OPÉRATION PROMOTIONNELLE DE «DÉMOCRATIE FRANÇAISE»

On parle de la mairie de Paris, du parlement européen, du RPR, de Chirac, etc. Mais il y a plus important : le texte fondamental de la société libérale avancée, «Démocratie Française», est toujours en vente dans les librairies. Si d'aventure, on était tenté de l'oublier, Giscard se charge de nous le rappeler. C'est en gros le but des «dossiers de l'écran» qui ont eu lieu ce soir, en direct et en présence du président de la République. Giscard répondait aux questions de soixante personnes, choisies «scientifiquement» par un institut de sondage. «Tous les sujets pourront être abordés», annonçait les porte-paroles de la télé. Compte-tenu des précédentes télévisées de Giscard, le débat d'hier ne pouvait pas aller bien loin. Il aura en tout cas permis une bonne opération publicitaire : les soixante personnes choisies par l'institut de sondage ont été sélectionnées sur un échantillon représentatif de 1 200 personnes. Et il a été remis à

tous ces gens, gratuitement, un exemplaire de «Démocratie Française», pour qu'ils puissent mieux connaître les vastes perspectives giscardiennes. Ce qui n'est pas dit, c'est qui a payé ces 1 200 exemplaires, à moins qu'ils n'aient été prélevés sur le stock (important) des inventus.

Les mauvaises langues disent que l'idée de cette émission avait été lancée par l'Élysée, du temps où Giscard avait de grandes réformes à proposer aux Français. Armand Jammot, le producteur des «Dossiers de l'écran» le dément formellement. L'idée de ce face à face avec les Français vient de lui, et la meilleure preuve, c'est que Giscard a longtemps hésité avant de donner son accord. Et pour montrer qu'il n'est inféodé à personne, Jammot précise qu'il a l'intention d'inviter des personnalités de tous les bords : il a déjà fait venir Golda Meir et Soljenitsyne, et il attend Kissinger...

#### CHANGEMENT RADICAL

Ce n'est pas le vœu de Robert Fabre qu'il y ait un changement

radical dans notre pays, mais c'est néanmoins le titre de son dernier livre, où il disserte sur la liberté et la tolérance.



Avant de leur promettre la lune, d'Ornano paie la tournée aux Parisiens.

# LUTTES OUVRIÈRES

## LECOUVEY MALLET

### LES TRAVAILLEURS REFUSENT LES RECLASSEMENTS

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de Lecouvey Mallet font les frais des «difficultés» de leur usine.

En 74, au cours du mois de septembre, déjà, le tribunal de commerce de Caen mettait l'entreprise en règlement judiciaire ; celle-ci, se voyant réduire les crédits, consécutivement aux consignes de Fourcade, consignes contenues dans son plan anti-inflation. Bref, l'époque où la liquidation des «canards boiteux» notamment dans le bâtiment commençait l'époque où la bourgeoisie, face à la crise, décidait de mettre en branle de nouvelles restructurations dans les secteurs non rentables. Mais à cette époque, l'entreprise ne fermera pas, le tribunal de commerce de Caen, l'autorisant à poursuivre son activité sous l'autorité des deux syndicats. En fait, le patronat, comptait bien continuer à faire tourner les installations... Pour peu que les taux de profits ne baissent pas. Pour cela, un moyen : réduire les effectifs. 175 travailleurs sur 350, à l'époque à la rue... et les affaires reprendront de plus belle.

Mais le 12 janvier de cette année, les travailleurs apprennent la décision : cette fois, c'est la fermeture définitive !

La raison ? Un des plus importants chantiers traité par l'entreprise, celui d'un ensemble immobilier intitulé «Le Pré», à Villers-sur-Mer est arrêté... depuis le mois de mai 1975 !

Mais les travailleurs sauraient-ils se soucier des «difficultés» de Lecouvey Mal-

let ? Moyenne entreprise, la direction de celle-ci, quand les affaires étaient florissantes, n'en a pas moins exploité ces travailleurs imposant les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

La C.E.G (Constructions et Entreprises Générales), société dépendant du groupe italien Fiat, devait racheter l'entreprise... puis s'est désistée.

Et aujourd'hui, les travailleurs, pour la plupart, ne se

voient offrir comme solution... que le reclassement avec bien entendu rupture du contrat de travail donc pertes des avantages acquis. Tous, à juste titre, les ont refusés, la direction en faisant ces propositions, espérait ainsi ne pas avoir à payer de mois de préavis. Mais quelle lutte mener ? Il est vrai que les difficultés sont grandes. Comment les surmonter ? On en discute beaucoup, depuis hier, à lfs.

R.F



### LE CONSEIL D'ETAT REFUSE DE RECONNAÎTRE LA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'OFFICINE C.F.T.

Si ces derniers mois, les tentatives de restreindre les libertés syndicales, de s'attaquer largement aux droits acquis par la classe ouvrière, par le biais du licenciement notamment, de dizaines de délégués syndicaux, ont été principalement le fait de Durafour puis de Beullac, Poniatowski, ministre de l'Intérieur, n'est pas non plus en reste. On se rappelle que par deux fois, (août et février 76), il a fait tenir au Conseil d'État, un mémoire plaidant en faveur de la représentativité de cette officine patronale et fasciste qu'est la CFT. Le Conseil d'État, venant de statuer sur la question, vient de refuser à la CFT ainsi qu'à toutes les officines prétendument indépendantes (terme utilisé par celles-ci pour cacher leur sale besogne au service du patronat, en pure perte d'ailleurs) le droit de siéger dans les comités économi-

ques et sociaux régionaux, soulignant «l'insuffisance des effectifs» de ces officines, rappelant enfin les critères d'indépendance. Voilà une décision positive (due principalement à la dénonciation de ces officines par les organisations syndicales et les travailleurs) que le Conseil d'État pouvait difficilement ne pas prendre ! Mais l'essentiel reste : les activités de la CFT contre les grèves, ses intimidations quotidiennes dans les bagnes capitalistes notamment dans l'automobile. Et cela, seule la lutte et une lutte conséquente surtout des travailleurs, avec leurs organisations syndicales, pourra y porter des coups ! Seul cela pourra imposer des reculs à une bourgeoisie qui n'a pas renoncé à se donner ce moyen supplémentaire pour tenter de faire taire les travailleurs !

**Appelez nous**

**203 63 61**

de 14 h 30 à 18 h 30

## LUTTES OUVRIÈRES

## A LONGWY, HAYANGE, HAGONDANGE

**«Crise ou pas crise, c'est l'affaire des patrons ! A eux de la payer !»**

Les choses sont on ne peut plus précises maintenant. Ce n'est plus seulement le nombre de licenciements globaux dans la sidérurgie lorraine, ni celui par secteurs de production que les sidérurgistes connaissent, c'est le nombre de suppression d'emplois pour cette année et ce, usine par usine !

4 000 à Sacilor Sollac, 900 à la Chiers Châtillon, 862 à Usinor Thionville, 230 à Usinor Longwy, 95 à Neuves Maisons !

Des licenciements ? «Non pas», claironnent les directions des trusts dans le bassin lorrain. «Des mises en pré-retraite». «Du chômage camouflé» s'exclament les travailleurs à la sortie des postes, à juste titre. Qu'on en juge : les directions prévoient de mettre à la rue les travailleurs à partir de 56 ans et 8 mois : si la première année, «pour nous pousser à partir», c'est 105 % du salaire net qui sera versé, la deuxième année, ce ne sera déjà plus que 40,27 % et les Assedic ne verseront au minimum que 500 F ! Alors les travailleurs refusent. «Certains d'entre nous, à 52 ans, ont encore des gosses à élever».

Ils refusent d'autant plus que ces licenciements signifieraient la mort définitive de la Lorraine. 50 à 70 % de la production des petites entreprises de la région travaillent pour la sidérurgie et déjà nombre d'entre elles ont vu leurs contrats résiliés.

Quant aux usines qui ne sont pas dépendantes de la sidérurgie, elles ferment elles aussi : ainsi, l'entreprise de bâtiment Nicoletta à Hagondange vient de déposer 60 licenciements sur les bureaux des Assedic. 9 000 licenciements, c'est aussi les boutiques, les magasins qui ferment. (50 emplois viennent d'ailleurs d'être supprimés au Prisunic d'Hayange). Ce sont les compressions d'effectifs à la SNCF, à l'EDF. Aller travailler ailleurs, les Lorrains le refusent !

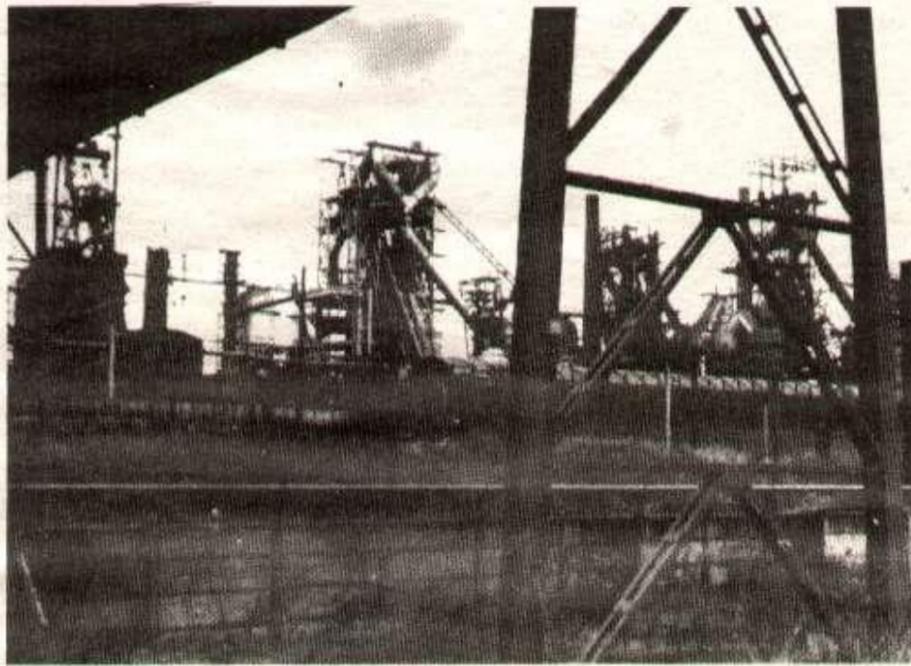
«Certains de mes copains, nous dira un jeune apprenti du CET de Sollac, en 71 ont été à Fos, aujourd'hui, ils reviennent».

Reviennent aussi, ces travailleurs de Longwy, et cela de Belgique, où il n'y a plus de travail non plus. A la Chiers, à Longwy, la direction propose des places... à Simca Poissy. Plusieurs travailleurs qui s'étaient vu faire la proposition, ont refusé tout net : «On toucherait 2 200 F pour 45 heures de travail, par semaine et sans logement,

«C'est ici qu'on veut rester» !

La volonté de lutte ne se dément nulle part. Mais, on le dit, en Lorraine «il faudra autre chose que des journées d'action pour faire reculer De Wendel, et le problème de la sidérurgie, ce n'est pas seulement le problème des Lorrains. C'est le problème de tous les travailleurs de la sidérurgie».

Demain, le désert lorrain ?



## JOURNÉE D'ACTION EDF-GDF

La fin du Marathon des journées d'action

## LES GAZIERS ONT FERMÉ LA MARCHÉ

Pour les gaziers, les choses sont claires : la direction générale de l'EGF (que les organisations syndicales doivent rencontrer le 15 janvier) fidèle en cela au plan Barre, entend bien, comme dans les autres secteurs de la Fonction Publique, ne pas reconduire l'augmentation déjà maigre de 2 % inscrite dans les contrats salariaux.

Il est à souligner qu'en

Venant après celle des Charbonnages, c'est hier que la journée d'action des travailleurs du gaz et de l'électricité avait lieu, un journée se traduisant essentiellement par des coupures de courant entre 9 h 30 et 11 h 30 le matin et de 14 h 30 à 16 h 30 l'après-midi, affectant parfois le métro et certaines lignes SNCF de banlieue.

rentrant ainsi en action, hier, les gaziers bouclaient ainsi leur troisième journée d'action en quelques semaines, le plus fort pourcentage de toute la Fonction Publique en si peu de temps. Ce

n'est certainement pas un hasard, quand on sait, que la politique contractuelle, aujourd'hui remise en cause, a été inaugurée à l'EGF en 69. La colère est donc grande.

C'est pour cette raison aussi que les gaziers escomptaient bien «ouvrir le feu» de cette semaine d'actions. En fait, ils ont fermé la marche, puisque la série s'arrête aujourd'hui avec les travailleurs de l'Etat (arsenaux, manufactures) !

Doit-on comprendre que les directions syndicales (à souligner que la plupart appelaient, prouvant s'il en était besoin, le profond mécontentement) ont ainsi voulu «punir» les gaziers, ces gaziers dont certains secteurs, aux côtés de leurs camarades de l'EDF, lors des 48 H d'action fin décembre, s'étaient montrés particulièrement combattifs, débordant les syndicats, scandant : «Union, action pour nos revendications !» «Contre le plan Barre, n'at-

tendons pas 78».

Cette combativité affirmée étant, entre autre, une des raisons qui avait obligée Séguy à élever quelque peu le ton, pour la forme : «Nous sommes décidés à battre en brèche toutes les offensives anti-sociales du pouvoir, élections ou pas».

Toujours est-il que les organisations syndicales CGT, CFDT et FO, regroupant 90 % des gaziers syndiqués, entendaient par cette journée d'action, exiger la progression et le maintien du pouvoir d'achat, une journée dont Barre, d'après la fédération CGT «sera obligé de tenir compte».

On peut en douter, comme on peut douter que «Barre prend ses désirs pour des réalités» en ce qui concerne son objectif de ne pas reconduire les 2 % d'augmentation. En quoi, les journées d'action de cette semaine, éparpillées, morcelées, et sans suite, ont-elles fait reculer Barre d'un pouce ?

«Notre volonté, c'est que la grève ne reste pas sans lendemain», disait la fédération CFDT-EGF. Qu'en sera-t-il après les discussions de la mi-février ?

## Procès des 4 syndicalistes de DBA...

Tous, vendredi 4 février, à 14 H, devant le Palais de Justice de Beauvais !

C'est vendredi prochain à 14 H que quatre militants syndicalistes de l'usine DBA de Beauvais seront traduits en correctionnelle (cf QdP lundi 31 janvier). A Beauvais, la mobilisation se prépare pour ne pas laisser se perpétuer un nouveau sale coup contre le droit de grève et les droits syndicaux, comme en témoigne l'appel des sections CGT-CFDT de DBA que nous reproduisons ici. Rappelons que les quatre travailleurs sont passibles de lourdes amendes et de peines de prison. Les patrons de DBA doivent savoir que notre droit de grève, on le défend !

Vendredi 4 février, quatre militants CGT et CFDT de l'usine DBA passeront en correctionnelle.

Ils sont coupables :

- d'avoir sauvé l'emploi des 2 000 travailleurs de DBA en s'opposant au démantèlement de l'usine de Beauvais.

- d'avoir défendu le pouvoir d'achat des travailleurs.

Actuellement, là où il y a lutte des travailleurs pour la défense de l'emploi, il y a répression.

La direction pense détruire les sections syndicales et ensuite mener sa politique d'emploi et réaliser son vieux rêve : ramener l'effectif de l'usine de Beauvais à 1 200 personnes. Les quatre inculpés risquent tous des peines de prison et des amendes assez fortes. Les travailleurs de DBA s'opposent à cette destruction de leurs sections syndicales et s'opposent au démantèlement de l'usine de Beauvais.

Les sections syndicales CGT et CFDT de DBA appellent l'ensemble des travailleurs à soutenir les travailleurs DBA dans leur lutte.

Contre la répression anti-ouvrière et anti-syndicale, rendez-vous tous le VENDREDI 4 FÉVRIER à 14 H devant le Palais de Justice !

## SNECMA : quelle liberté pour les travailleurs et leurs institutions représentatives dans l'entreprise ?

On a encore en mémoire les récentes menaces de Beullac sur son projet de «révision» du code du travail. Une des cibles des attaques du ministre, c'est particulièrement la législation sur les droits et attributions des comités d'entreprise. Or, à la Sncma-Suresnes, un représentant syndical CGT, Jean-Louis Cailloux a payé en novembre 76 de son licenciement, le fait d'avoir recueilli et conduit au Comité situé dans l'enceinte de l'usine une personne extérieure invitée par les organisations syndicales. Licenciement ratifié par Beullac, on s'en doutait.

A la Sncma-Suresnes, la direction continue d'entraver le fonctionnement du CE, comme le rappelle son secrétaire : «Cette dernière (la direction NDLR) prétend interdire le libre accès au Comité des personnes étrangères à la Sncma. Or, pour ses activités économiques, culturelles et sociales, ce dernier ne peut rester fermé sur lui-même, et a besoin de relations fréquentes, régulières, avec des personnes extérieures à la Sncma».

Afin de donner une résonance particulière à ces attaques répétées contre les droits acquis des travailleurs, le Comité d'Etablissement de la Sncma-Suresnes organisera le lundi 7 février une conférence-débat dans ses locaux avec la participation de militants syndicalistes, juristes, etc. sur le thème de «la liberté pour les travailleurs et de leurs institutions représentatives dans l'entreprise», un brûlant sujet d'actualité.

## Soflumar (Rouen) : barrage au chômage !

Les employés d'une entreprise de transports fluviaux barrent la Seine, depuis hier, à l'aide d'un convoi de barges. Ils veulent ainsi lutter contre les menaces de licenciements qui leur sont imposées. En effet, la direction leur a annoncé 15 licenciements parmi les quelques 50 employés de Soflumar, la «Société Fluviale Maritime»...

## Savoie-Confection : les fonds de relance ont disparu, les emplois aussi !

Samedi, les travailleurs de l'usine textile «Savoie-Confection» à St Pierre d'Albigny en Savoie ont reçu une lettre leur annonçant leur licenciement pour le jour même ! Cette usine, anciennement Kasriel avait été reprise en février 1975, par Mlle Blanchin, déjà patronne d'une usine à St Genix-sur-Guiers : sur 100 seulement, une soixantaine de travailleurs avaient été repris. Et moins de deux ans plus tard, sans aucune explication, apparemment sans que l'inspection du travail n'en ait été avisée, intervient cette brutale annonce de fermeture : 55 licenciements, des femmes principalement, dans cette région de Savoie, où les possibilités d'emploi sont déjà plus que limitées.

Mais où sont donc passés les fonds que Mlle Blanchin avait reçus pour relancer l'entreprise, il y a deux ans ?

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## QUAND LES SPECULATEURS EXPULSENT LES VIEUX TRAVAILLEURS

**Le patron frappe et séquestre une employée : 2 mois de prison avec sursis !**

L'affaire du directeur de la succursale SUMA de Saint Gratien a été jugée par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val d'Oise). M. Bolloch, c'est le directeur fasciste qui avait battu avec violence une des caissières de son super-marché de Saint Gratien. Le motif d'une telle fureur ? Il y avait une erreur de... 67 F dans la caisse en fin de journée ! Après avoir battu la caissière, le directeur l'avait séquestré pendant neuf heures durant, pendant lesquelles l'employée traitée en voleuse, avait été soumise à un interrogatoire policier en règle par l'inspectrice de l'établissement !

L'employée avait porté plainte à la suite de cette agression caractérisée. Le tribunal a condamné le patron-cogneur à deux mois de prison... avec sursis pour coups et blessures volontaires et séquestration abusive d'employé ! Quant à l'inspectrice-flic, elle n'a été condamnée qu'à 15 jours de prison avec sursis !

La firme, dont dépend SUMA, l'Union Commerciale, civilement responsable, a été condamnée à payer... 1 500 F de dommages et intérêts ! On peut se poser la question, devant un verdict de classe aussi révoltant, de savoir à combien aurait été condamnée l'employée si c'était elle qui avait battue le patron...

### AFFAIRE DE BROGLIE On veut enterrer

Le 24 décembre 76, de Broglie est assassiné. «Rondement menée, l'enquête se conclue par une conférence de presse moins de huit jours après». Les responsables du crime sont retrouvés, selon Poniatowski. Cette précipitation a semblé suspecte à beaucoup.

En début de longue période électorale, aucun candidat de droite et d'extrême droite ne tient à ce que ses relations avec «le milieu de Broglie» soient rendues publiques.

Justice et Police ont pris une autre méthode : multiplier les obstacles permettant de laisser tout ce qui ferait un peu trop rapidement avancer les choses. L'un des derniers obstacles sorti de l'anonymat, c'est Albert Leyris. Il devait, soi-disant, tellement parler, que deux jours lui était prévus par le juge Floch. Trois heures après s'était terminé. Pour ne pas avoir à «cuisiner» Simoné et autre Ribemont, il leur faudra sortir un 8<sup>e</sup> homme. Le but est clair : faire oublier cette affaire en espérant que d'autres viendront l'enterrer.

### AFFAIRE BEN BARKA Une bien curieuse similitude...

Le dossier d'instruction de l'affaire Ben Barka ne sera pas clos. Pour éviter la prescription criminelle, dix ans après le meurtre, les avocats de la famille Ben Barka ont déposé fin octobre 75 une plainte contre X pour assassinat. 7 questions sont posées au juge d'instruction Pinsseau (le juge «célèbre» par le non lieu accordé dans l'affaire des écoutes du «Canard Enchaîné»). Un document énigmatique lui est remis, qui semble accablant pour l'avocat Lemarchand, ex-député RPR... euh pardon, UNR.

Après la mort suspecte de Figon, en janvier 66, on retrouve dans la serviette de celui-ci un questionnaire destiné à l'interrogatoire de Mehdi Ben Barka, dont on pouvait penser qu'il avait été dicté par le général Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur.

En 1969 un homme se présentant comme un avocat de province apporte à la rédaction d'un hebdomadaire parisien un document étrangement ressemblant, mais comportant cinq lignes de plus destinées à compromettre Pompidou et Focart. Plusieurs mois après, un journaliste établit la comparaison entre ces deux documents, les experts confirment : c'est la même écriture !

M. Lemarchand dénie violemment être l'auteur de ce texte. Les avocats de la partie civile émettent l'hypothèse que le texte de ce document aurait pu être transmis par Figon, recopié et destiné au SDECE qui «suivait» l'enlèvement du leader marocain. Le SDECE qui a reçu plusieurs demandes de dossiers relatifs à cette affaire, n'a toujours pas répondu...

Qui est Hélène Vernet. Cette femme de 67 ans habite depuis 53 ans au 39 rue Chaptal à Levallois Perret. Depuis 1965, la famille Vernet qui est locataire est sous la menace d'une expulsion. Mais Hélène Vernet a décidé de se battre. Elle a refusé de partir. Elle n'en aurait du reste pas les moyens, elle ne pouvait payer son loyer dans le neuf.

Après 25 ans de procès, Hélène Vernet est usée par les soucis, l'angoisse permanente. Elle a fait plusieurs crises cardiaques graves, des grèves de la faim et tenté par deux fois de mettre fin à ses jours.

L'histoire de Mme Vernet, n'est pas un cas isolé, comme elle tient à le souligner : «*Qui sont en général les expulsés ? De vieilles personnes ayant toute leur vie occupé l'appartement avec les leurs. Mais il arrive toujours un moment, au passage des générations, où le nombre d'occupants est en faiblesse même si la grand-mère reste la gardienne*». C'est ce moment que les propriétaires choisissent pour faire jouer la loi de 1948, leur donnant le «droit



de reprise» et «expulser les vieillards». Ils achètent «occupé» à bas prix et peuvent revendre «libre» au prix fort ! *Il arrive un moment où la personne âgée est devenue une économiquement faible qui ne peut plus acquérir au prix spéculatif de l'inflation galopante ce qu'elle pouvait acquérir lors de sa vie active. Et pourtant il faudrait que ce soit elle qui quitte le toit au bénéfice d'un acquéreur clandestin qui fait à son détriment une*

affaire de spéculation», explique Hélène Vernet.

Autour d'Hélène Vernet s'est constitué un comité de défense qui se bat pour l'abrogation de la loi de 48, pour lutter contre les expulsions de vieux travailleurs. Il a organisé des manifestations populaires sur les marchés, a fait signer des pétitions.

Malgré les démarches, la presse l'a largement ignoré,

du Nouvel Observateur («*Il faut que cela intéresse le lecteur*») à l'Unité. La mairie PCF de Levallois hypocritement, lui accord certes une salle de réunion mais à une date très proche de façon à limiter la mobilisation... Le comité de défense tient pour autant à faire de cette réunion un succès populaire. Elle se tiendra à l'Hôtel de

Elle se tiendra à : l'Hôtel de ville de Levallois Perret (92) Salle des Pas Perdus de 18 h 30 à 23 h, le 11 février prochain.

P. Pujol

### A St-Quentin (Aisne)

## LE PDG «AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON» ÉTAIT UN ESCROC IL A DISPARU

Chômeurs ! vous devez vous signaler tous les quinze jours et vous méfier des enquêteurs-flics. Travailleurs accidentés ou malades, attention à l'inspecteur ou aux médecins-flics ! Grévistes, les CRS sont là pour vous faire respecter «la liberté du travail» ! Personne ne peut-il donc se soustraire à cette surveillance ? Non.

Michel Lefebvre, 36 ans, PDG de l'OPI de St Quentin pourrait facilement expliquer comment se soustraire aux contrôles administratifs et policiers. Mais avant, il vous

faudrait le retrouver. C'est ce que le SRPJ de Lille fait semblant de faire depuis vendredi dernier. Surtout pas de précipitation ! Il faut dire que Lefebvre n'est pas n'importe qui.

Ingénieur à 21 ans, gendre d'un dirigeant des Laitiers Industriels Stenval, il a propulsé l'OPI, société spécialisée dans la recherche et la vente de procédés de fabrication dans le textile et la chimie du froid. En décembre, il a reçu le diplôme du meilleur ingénieur de France des mains de d'Ornano

lui-même. Ce laissez-passer lui a permis d'obtenir «un crédit exceptionnel» d'environ 800 millions avant de déposer le bilan en décembre, et de disparaître. On parle d'un trou de 2 à 4 milliards anciens. Les salariés de l'OPI sont les premiers touchés : depuis plusieurs mois, ni les cotisations pour la retraite, ni celles pour la Sécurité Sociale, pourtant retenues, n'étaient versées. Les sociétés Serette de Paris et Offer de Nancy viennent de déposer plainte pour un abus de confiance d'environ 600 millions ; mais le juge d'instruction n'est pas encore saisi de l'affaire. Les principaux actionnaires de l'OPI (Crédit Commercial de France, Crédit du Nord, P.U.K. et Gazocéan), préfèrent se taire. Pourquoi ? La réponse doit être recherchée parmi ses «bonnes relations» : le préfet régional Coursaget et Poniatowski dont les terres, à Guise, sont voisines du château du «disparu». Son homme de confiance, Bas-suyaux, qui comptait être député, n'y croit plus guère. Tout ce beau monde est d'accord sur une chose : ne pas faire de vague. Les 150 salariés au chômage comptent bien en faire.

### 27 ANS DE LUTTE CONTRE LES SPECULATEURS

- 1949 : le propriétaire met en vente l'appartement d'H. Vernet. Elle est prête à l'acheter : il refuse.  
- 1961 : L'appartement est vendu à M<sup>r</sup> Berger (lequel n'a même pas visité l'appartement) qui ne prévient Mme Vernet que six mois après.  
- 1968 : Le propriétaire promet à Mme Vernet de lui vendre son appartement.  
- 1969 : Il revend en fait en juillet à M<sup>r</sup> Willemin, lequel après avoir refusé de revendre aux occupants, entreprend à son tour une procédure d'expulsion.  
- Juillet 74 : Après un procès en Grande Instance, le jugement d'expulsion est rendu. Mme Vernet fait appel.  
- 18.3.75 : Jugement d'appel qui prononce l'expulsion pour septembre 75.  
- A ce jour, l'expulsion n'a pas encore été exécutée, grâce aux interventions du Comité de défense. La situation juridique est inextricable et la menace d'expulsion pèse en permanence.

La longue histoire de Mme Vernet, victime des spéculateurs montre le sort fait aux travailleurs, le rôle de la justice de classe qui est là pour «couvrir» ceux qui spéculent et qui expulsent !

Robert RIVIÈRE

### LE SURSIS POUR LES RESPONSABLES DE VIERZY

La Cour d'Amiens a modifié le jugement de Soissons pour six des neuf inculpés de la catastrophe de Vierzy. Elle a prononcé la relaxe pour trois des six inculpés : MM Seyrabend, Legrand et Bonne femme, et relaxé trois inculpés, estimant pour d'eux d'entre eux que leur responsabilité ne pouvait être retenue et pour le troisième qu'il n'y avait pas de «fait personnel». Après cet arrêt, la condamnation maximum ne sera que de huit mois de prison avec sursis, pour trois inculpés ! Quant à la condamnation de la SNCF en tant que telle il n'en est pas question !

USA

## DISSONANCES DANS L'ADMINISTRATION CARTER

En dix jours il y a eu à trois reprises des décalages sensibles entre les propos de Carter et ceux de son secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

La première fois ce fut lorsque Carter déclara qu'il avait reçu un message encourageant des Soviétiques concernant les négociations en cours. Peu de temps après Cyrus Vance déclarait que les USA n'avaient rien reçu de tel.

La seconde fois ce fut lorsque le Département d'Etat, c'est à dire Cyrus Vance lança un avertissement à l'URSS au sujet des menaces lancées par le Parquet de Moscou à l'encontre de Sakharov. Carter affirma ne pas avoir été consulté à ce sujet, et bien que cela reflète sa position, il aurait souhaité que cela se passe entre Brejnev et lui.

La troisième s'est produite au cours de la conférence de presse de présentation de Cyrus Vance lundi à Washington : celui-ci a rejeté la diplomatie discrète, implicitement contenue dans la déclaration de Carter, en affirmant : «*Nous intervenons de temps à autre lorsque les droits humains nous paraissent menacés.*»

### LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE CYRUS VANCE

Ces dissonances sont liées aux difficultés de l'impérialisme américain de définir une nouvelle politique à l'égard de l'URSS après le vent de critiques à l'égard de la politique suivie par Kissinger et Ford.

A ce propos Cyrus Vance a annoncé un voyage à Moscou en mars pour la remise en route des négocia-

tions sur les armements stratégiques, il a également annoncé un voyage au Proche-Orient dans le but de convoquer la conférence de Genève avant la fin de l'année, il s'y trouvera approximativement en même temps que Guiringaud qui entreprend une tournée le 17 février.

Concernant l'Europe, il a affirmé que l'Allemagne et la France devrait se plier à la «non prolifération nucléaire» et renoncer aux ventes d'usines de retraitements.

Concernant l'Afrique Australe, il a affirmé que Smith ne pourrait en «aucun cas» compter sur les USA pour le soutenir. Etant donné qu'ils considèrent le projet britannique comme seul valable, il leur faudra chercher un leader raciste pour l'appliquer puisque Smith le refuse.

### NOMINATION DU RESPONSABLE DES NÉGOCIATIONS SALT

Carter a nommé le chef de la délégation US aux négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT). Il s'agit d'un nommé Warnke qui est un des tenants de la position selon laquelle les concessions devaient être «réciproques» et s'opposer à ce qu'ils appellent les concessions unilatérales de Kissinger.

### LES CHEFS D'ETAT MAJOR US ET L'URSS

Dans une déclaration des chefs des trois armes militaires US estiment que «L'URSS est engagée dans un programme pour parvenir à la supériorité, mais qu'elle n'y est pas parvenue. Et ils appuient les révisions de politique étrangère qui se mettent en place, fondées sur une confrontation plus directe.

LIBAN

## NOUVEL ULTIMATUM ISRAËLO-US

Le chargé d'affaires américain au Liban, Georges Lane a rencontré le ministre des Affaires Étrangères du Liban au cours du week-end. Selon les agences de presse américaines, le chargé d'affaires américain aurait rapporté les conditions d'Israël pour que la force de dissuasion arabe rentre au Sud-Liban, pour y effectuer le ramassage des armes lourdes, que les forces palestiniennes ont regroupé dans cette région où les accords du Caire de 1969 leur reconnaissent le droit d'en posséder.

Les trois conditions seraient que :

- 1-Les mouvements de troupes au Sud Liban soient décidés en coordination avec Israël.
- 2-Que les troupes de dissuasion arabes stationnées au sud ne devraient pas dépasser un certain nombre qu'il faudrait fixer avec le commandement israélien.
- 3-Que les forces arabes devraient être exclues de certaines zones qu'Israël consi-

dèrent comme «vitales pour sa sécurité».

Cet ultimatum effarant est un triple aveu. D'abord les USA favorisent, encouragent et organisent l'expansionnisme de l'État d'Israël, et l'une des significations de l'ultimatum est de forcer le gouvernement libanais de reconnaître un droit de contrôle d'Israël sur le Sud Liban. Ensuite que les USA mettent à profit les tendances capitulationnistes et liquidatrices des pays arabes pour imposer sans tarder la politique qui lui convient, celle qui sert le plus directement Israël. Enfin, que les USA n'ont en définitive qu'une politique au Moyen Orient : faire qu'Israël reste une menace permanente contre les peuples et les pays arabes. C'est à ce résultat qu'aboutissent les tentatives de divers pays arabes d'obtenir la «paix» avec Israël en étouffant la Résistance Palestinienne : au renforcement de la menace sioniste et US sur la région.

AFFAIRE CLAUSTRE

## LES DESSOUS DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE GISCARD

Mardi, Françoise Claustre, qui vient d'être relâchée après plus de mille jours de détention parmi un groupement de maquisards dans une zone désertique du Nord du Tchad, tenait une conférence de presse à Tripoli (Libye) avant de rejoindre Paris.

A plusieurs reprises Françoise Claustre s'est plainte de ce que le gouvernement français ne faisait rien pour obtenir sa libération. En réalité, il s'agit beaucoup et si cela ne donnait pas d'amélioration au sort de la prisonnière, en revanche cela donnait «une certaine idée» de la politique de Giscard en Afrique.

L'affaire Claustre, dès son départ butait sur un mystère :

**QUI ÉTAIT DONC CET HISSÉN HABRE,** chef de ce groupe de maquisards opérant au Nord du Tchad ? Les campagnes sur Claustre pour racistes qu'elles soient à l'égard de la masse des guérilleros regroupés autour de lui, le présentaient sous un beau jour en faisant de lui un grand stratège révolutionnaire. Étrange !

Selon le FROLINAT, il se serait agi d'un agent de l'impérialisme français, envoyé auprès de la direction du FROLINAT, pour le diviser. Ayant échoué dans sa mission pour l'essentiel, il se serait retiré dans cette région avec les quelques chefs tribaux qui s'étaient détachés du Front. En tout cas, avant de se rendre auprès du FROLINAT, il a reçu une formation administrative en France et travaillé

dans l'administration Tombalbaye. Mais le mystère reste : à quoi servait Hissène Habre au Tibesti ?

### LES MISSIONS SPÉCIALES AU TIBESTI

Or, c'est au travers de l'affaire Claustre qu'Hissène Habre s'est étoffé «diplomatiquement», mais surtout financièrement et en équipement militaire. On sait notamment que Pierre Claustre, l'époux de la prisonnière, accompagné des photographes de Gamma, de Depardon et Mademoiselle de Decker, dont les liens avec le président Giscard sont connus, se rend au Tchad en juillet 75, avec un avion bourré d'armes ; un deuxième transport est intercepté par le Niger à la mi-juillet. Or, Claustre est un membre de la «mission de réforme administrative» au Tchad, c'est-à-dire de l'encadrement français de l'administration tchadienne. Le pilote de l'avion, ancien barbouze révèle que la compagnie UTA a mis en état l'avion destiné au transport d'armes, en travaillant 24 h sur 24, que Pierre Claustre a obtenu en quelques jours, avec des certificats qui sont attribués normalement après trois mois de vérification ; le

ministère de la coopération ouvrait la route, mais aussi semble-t-il de solides appuis dans les services français qui rêvaient de monter une opération de commando pour «casser du négro» et libérer la captive.

### EFFET BOOMERANG

En tout cas, à partir de là, Giscard ne paraît plus maître de ce qui arrive et de ce qui se fait. Depuis l'exécution par Hissène Habre du commandant Galopin, le chef des services de renseignements tchadiens, tout se passe depuis Paris par des voies détournées, pour aboutir à la séquestration de Pierre Claustre. Giscard a alors deux otages sur les bras tandis que se multiplient les atteintes à la souveraineté du Tchad : les officiels négocient directement avec Habre, les services spéciaux se fraient une voie au Tibesti sans en avertir le gouvernement tchadien. Ce qui aboutit le 27 septembre à la fermeture de la principale base française au Tchad.

Enfin LE DÉNOUEMENT lui-même ne manque pas de soulever des questions. L'une des divergences soulignées par le FROLINAT avec le groupe d'Habre au début de l'affaire était que sous prétexte de revendications territoriale libyennes sur la région Nord, Habre voulait orienter l'effort des guérilleros non plus contre

l'impérialisme français au Tchad, mais contre «l'invasion libyenne». Or aujourd'hui, c'est par l'intermédiaire de Libye que tout se dénoue et sans consultation apparentement du gouvernement tchadien. Une continuité apparaît dans ces retournements : utiliser des différends entre pays pour les pousser les uns contre les autres.

Les sales dessous de cette affaire révèlent ainsi plusieurs choses : les tentatives de l'impérialisme français, qui menait une guerre atroce au peuple tchadien pour s'assujettir le Tchad. Ensuite, le mépris le plus effarant pour la souveraineté du Tchad guide toute affaire. Enfin, il ne semble pas que les services spéciaux et spécialisés de l'impérialisme français soient jamais restés totalement sous le contrôle du pouvoir, ce qui a conduit à l'accumulation de «gaffes» et de fausses manœuvres, qui si elles révèlent les difficultés intestines de l'impérialisme français, n'en révèlent pas moins la vraie nature de sa politique africaine : celle-ci ne lui a permis ni de faire renoncer le peuple tchadien à ses aspirations ni de freiner le retrait du Tchad de la domination française. Elle a au contraire contribué à l'accélérer.

G.CARRAT

TCHÉCOSLOVAQUIE

## DES PROCES EN PRÉPARATION

Le procureur général de Tchécoslovaquie déclare à propos de la Charte 77 : «*Quiconque mène de telles activités doit s'attendre à des sanctions pénales provenant du non-respect de la loi tchécoslovaque.*»

Deux des signataires de la charte ont d'ailleurs été convoqués lundi chez le procureur général pour y recevoir des menaces. Après l'échec de la tentative d'expulsion de la semaine dernière, une nouvelle tactique se dessine.

Sans honte le ministre des affaires étrangères a affirmé que «la Tchécoslovaquie avait appliqué les principes de la conférence d'Helsinki dans tous leurs aspects». Que ce soit pure hypocrisie

de la part des USA et de l'URSS d'avoir affirmé le respect des droits de l'homme à cette occasion est une chose, que les opposants se saisissent de ces principes pour réclamer simplement l'application de la constitution tchèque en est une autre, qui donne la mesure du respect des textes signés à Helsinki par les collabos tchécoslovaques.

Un autre fait révèle les méthodes viles et brutales de la police tchèque : l'un des signataires a déposé une plainte parce que la police a distribué à Prague et à tous les correspondants étrangers et aux ambassades une photo de lui en compagnie de son amie alors qu'ils étaient dans la plus stricte intimité !

## RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES NEUF

Les ministres des Affaires Étrangères de la CEE réunis à Londres ne se sont mis d'accord sur rien. Ni sur le Proche-Orient, ni sur la CSCE, les principaux points en discussion. Ils n'ont pas publié de communiqué. Cependant, à en croire Guiringaud, le ministre français, les Neuf seraient d'accord pour qu'il «soit exclu de faire de Belgrade un tribunal» où les Soviétiques seraient accusés, mais un échange de points de vue «entre les pays de l'Ouest et de l'Est», au cours duquel Brejnev fera gronder ses tanks et Carter ses fusées. La voix de Guiringaud paraît alors bien fluette !

### PORTUGAL : LE CONGRÈS DU PS TOURNE COURT

Le PS avait convoqué un congrès extraordinaire à Porto pour adopter de nouveaux statuts. Dès l'après-midi du premier jour les délégués avaient quitté le congrès en si grand nombre que le congrès ne pouvait plus siéger.

### IRAN : PRESSIONS SUR LE DANEMARK

Le chah d'Iran fait de fortes pressions sur le Danemark pour qu'il interdise une réunion prévue pour dénoncer les prisons iraniennes. Avec Giscard il n'a pas besoin de telles pressions l'osmose entre les polices du chah et la police française est complète.

## INTERNATIONAL

CHINE

# CONFERENCE POUR S'INSPIRER DE TAKING DANS L'INDUSTRIE LEGERE

Dans un communiqué publié lundi, l'Agence Chine Nouvelle annonce les principaux résultats de la conférence pour prendre exemple sur Taking dans l'industrie. Cette conférence qui suit la conférence sur l'exemple de Tatchai constitue une initiative importante pour l'édification du socialisme, la promotion de la production en même temps que s'approfondit la révolution.

Une conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie légère a eu lieu du 11 au 27 janvier à Pékin. Elle a appelé les cadres et les ouvriers du front de l'industrie légère nationale, sous la direction du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Houa, à dénoncer et critiquer énergiquement les crimes contre-révolutionnaires de la bande des quatre, à se mettre consciencieusement à l'école de Taking, à généraliser les entreprises de type Taking et à porter à un nouveau sommet la production de l'industrie légère afin de donner des bases solides à l'accomplissement victorieux du cinquième plan quinquennal et d'apporter une contribution plus importante à la transformation de notre pays en un Etat socialiste, moderne et puissant avant la fin du siècle.

Tous les participants ont étudié avec application cet ouvrage brillant du président Mao «sur les dix grands rapports» et le discours important du président Hou prononcé à la deuxième conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture.

En liaison avec la pratique de l'industrie légère nationale,

le, cette conférence a étudié consciencieusement ces questions : mobiliser pleinement les masses pour développer en profondeur le mouvement pour suivre l'exemple de l'exploitation pétrolière de Taking dans l'industrie, et généraliser partout les entreprises de type Taking. La conférence a souligné aussi la naissance des dernières années, d'entreprises d'avant-garde dans ce mouvement sur le front de l'industrie légère. Les expériences communes de ces entreprises sont : déve-

lopper les trois grands mouvements révolutionnaires ; former une équipe de direction solidaire et combattante et conforme à la triple union des cadres, vieux, d'âge moyen et jeunes, choisis selon les 5 conditions requises pour les continuateurs de la révolution prolétarienne ; avoir un contingent d'ouvriers et employés révolutionnaires ; maintenir la ligne fondamentale du Parti et la ligne générale pour édifier le socialisme selon les principes : déployer tous les efforts, aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie ; mener en profondeur le mouvement de masses : «que l'industrie prenne exemple sur l'exploitation pétrolière de Taking», et établir une série de règlements pour

gérer les entreprises en s'appuyant sur la classe ouvrière. Les participants à la conférence ont eu de chaudes discussions sur le plan d'édification et de production de l'industrie légère pour 1977 et se sont déclarés déterminés à le réaliser avec dépassement.

La conférence a appelé les ouvriers et les cadres sur le front de l'industrie légère à continuer à dénoncer et critiquer sans merci la bande des quatre, à déclencher immédiatement un nouvel essor dans le mouvement, invitant à se mettre à l'école de Taking dans l'industrie et à saluer la convocation de la conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie avec de bons succès.

Communiqué de l'agence «Chine Nouvelle».



## nouvelles d'Afrique

### MADAGASCAR : DIMINUTION DES PRIX

Le gouvernement de Tananarive vient de prendre la décision de diminuer de 10 fmg le prix du kg de riz sur l'ensemble du territoire de la République malgache, et de hausser en revanche le prix d'achat à la production de nombreux produits agricoles : le producteur touchera 5 fmg de plus au kg pour le paddy, le prix payé à la production pour les arachides, la canne à sucre et le coton augmenteront également.

### COOPÉRATION DU SÉNÉGAL ET DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE DOMAINE MARITIME

Au terme d'une visite du ministre ivoirien de la production animale au Sénégal, ce pays s'est engagé à délivrer 12 licences de pêche à la

Côte d'Ivoire pour 77. De son côté, la Côte d'Ivoire s'est engagée à favoriser la commercialisation des produits de pêche sénégalais sur son marché intérieur. Les deux Etats ont en outre signé un accord sur la coopération dans la pêche maritime.

### LIAISON ROUTIÈRE MALI - SÉNÉGAL

Une liaison routière Tambacounda - Cayeu, reliant les réseaux routiers des 2 pays, va être construite conjointement par le Mali et le Sénégal : les documents techniques nécessaires ont été échangés, un secrétariat permanent chargé de suivre et d'échanger les informations sur le projet mis en place. La réalisation de cette route va réduire les délais d'acheminement et augmenter les capacités de transport entre les 2 pays.

### Irlande

## DES MILLIERS DE MANIFESTANTS

### Pour la commémoration du dimanche sanglant de Derry

Il y a cinq ans, le 30 janvier 1972, alors que la manifestation pacifique appelée par le Mouvement pour les Droits Civiques atteignait le carrefour de Rossville-Street et Kells Walk, à Derry, une patrouille du 3<sup>e</sup> régiment Parachutiste ouvrait le feu, assassinant de sang-froid 13 Irlandais et en blessant 14 autres. Par la suite, le témoignage d'un parachutiste déserteur, qui était du même régiment, vint confirmer que le massacre était prévu par les soldats et officiers à l'avance. Ainsi, la version de l'armée, comme quoi la patrouille avait été attaquée, s'effondrait. Les 13 catholiques furent atteints dans le dos par les balles tirées.

La réaction du peuple irlandais ne se fit pas attendre, et dès le lendemain,

ils étaient 50 000 à brûler l'ambassade britannique à Dublin.

Le 30 janvier 1977 ils étaient plusieurs milliers à manifester dans les rues de Derry se souvenant des 14 tombés sous les balles des bouchers britanniques. D'autres villes d'Irlande ont connu de semblables manifestations. À Londres, à l'appel d'une organisation anglaise, un millier de personnes ont manifesté leur soutien à la lutte du peuple irlandais, malgré l'interdiction de toute manifestation, concernant l'Irlande, décrétée par le gouvernement britannique sauf pour le Mouvement des Femmes pour la paix qui pu se réunir tranquillement à Trafalgar Square en novembre dernier.

Sébastien Gweltaz

## MANIFESTATION À DJIBOUTI

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé, dimanche à l'initiative du MPL, à Djibouti, au cri de «non à la conférence de Paris», «indépendance pour Djibouti». La conférence de Paris, qui devait se réunir ce mois-ci, a été proposée par l'État colonial français qui espère obtenir le maintien de sa base militaire. La manifestation a été réprimée par les «forces de l'ordre», constituées par la police coloniale appuyée par l'armée d'occupation.

### Zimbabwe

## Après Genève, le front patriotique intensifie la lutte armée

Après l'échec de la tentative de médiation faite par Richard, le président britannique de la Conférence de Genève, au cours de son voyage en Afrique Australe, échec qui semble devoir marquer la faillite définitive de la dite conférence, Joshua Nkomo, principal leader, avec Mugabe, du «Front Patriotique» pour la libération du Zimbabwe, qui a fait récemment escale à Londres, a tiré le bilan de ces mois de «négociation».

Pour Joshua Nkomo, le gouvernement britannique a manqué de franchise, tant au cours de la Conférence de Genève que lors des entretiens ultérieurs avec les différentes forces en présence en Afrique Australe. La conférence de Genève, a dit Nkomo, devait préparer le passage d'un régime minoritaire à un régime majoritaire, mais en réalité : «Ce n'était pas notre conférence. Elle était faite pour les Britanniques et pour le raciste Ian Smith». «Je ne crois pas que le gouvernement britannique sache ce qu'il fait», a-t-il ajouté. En conséquence, le leader du Front Patriotique, qui estime que le gouvernement britannique s'est «moqué» des combattants du Zimbabwe, a annoncé une intensification de la lutte armée contre les racistes. Le plan Kissinger, auquel Smith a voulu un temps se cramponner, n'est plus selon l'expression de Nkomo, qu'un «fantôme qu'il faut laisser dormir en paix». Quant aux dernières tentatives du régime raciste pour se maintenir au pouvoir en y associant des fantoches africains, il est d'ores et déjà voué à l'échec et ne saurait aboutir à un règlement.

### MENACE D'INTERVENTION US PLUS MASSIVE

Dans ces conditions, plane, et c'est bien là l'espoir de Smith, la menace d'un investissement plus grand des États Unis. Les USA, qui ont refusé de soutenir le régime raciste dans sa recherche d'une «solution interne», parce qu'ils savent qu'elle ne constitue pas une solution durable, sont pour-

tant décidés à peser de tout leur poids pour faire prévaloir un «règlement» qui préserve, au moins en partie, leurs intérêts. Andrew Young, nouveau délégué permanent des USA, aux Nations Unies, doit s'entretenir prochainement avec Ivor Richard, il était hier en Tanzanie et pourrait se rendre en Afrique du Sud et au Nigeria.

Pour les patriotes du Zimbabwe, un tel investissement des USA n'a rien de souhaitable, et le Front Patriotique a adressé une demande à l'Organisation de l'Unité Africaine pour être les seuls représentants du peuple zimbabween reconnus par eux. Ils sont soutenus en ce sens par les pays africains de «première ligne». Cependant, Smith et les racistes intensifient leur répression et renforcent leurs troupes d'agression qui ont multiplié aux cours des dernières semaines leurs incursions dans les pays voisins : Cowper, le ministre raciste de la défense, a annulé tous les sursis et exemption de service militaire pour les hommes âgés de 25 à 38 ans et prépare une nouvelle procédure de mobilisation des réservistes. De plus, il prévoit de mobiliser les hommes de 38 à 50 ans afin des les affecter à certaines tâches militaires. Ce n'est qu'une preuve de plus de la volonté des racistes de multiplier les provocations dans le but d'internationaliser le conflit, ultime recours qui leur reste face au développement de la lutte du peuple du Zimbabwe.

S.VALLÉE

**Mercredi, le Conseil des Ministres dressait le bilan de la «détente», de la «sécurité et de la coopération en Europe» tels que les avaient établis la conférence d'Helsinki en juillet 1975, où étaient réunis 32 pays européens et le Canada, sous l'égide soviéto-US, au total trente-cinq participants.**

**Cette conférence était l'aboutissement d'un ensemble de mesures prises par les deux superpuissances à l'égard de l'Europe, et l'une vis-à-vis de l'autre.**



Giscard-Ford, Giscard-Brejnev : sous la pression des deux super-puissances...



#### LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

### ACCENTUATION DE LA RIVALITÉ USA - URSS EN EUROPE

A la veille de la Conférence, un incident caractéristique révéla la vraie nature de la Conférence : Malte refusait d'entériner la déclaration si le principe de la délimitation de la Méditerranée et de retrait des flottes des pays non riverains n'y était pas inscrit. Les USA et l'URSS, devant la sympathie de plus en plus grande rencontrée par Malte parmi les petits pays européens (Danemark, etc.) devaient prendre en compte la question de la Méditerranée, promettant notamment d'aider au développement tout en refusant cependant, de poser le principe de la délimitation. Ainsi la vraie nature de la Conférence apparaissait : une conférence où les deux super-puissances tentaient de s'assurer la domination de l'Europe et où s'affirmait leur rivalité. C'est pourquoi l'accord politique sur la «détente» s'accompagnait d'une impasse dans les conversations de Vienne sur la réduction de forces militaires en Europe, tandis que la course aux armements prenait une vigueur renouvelée.

Dans la CSCE, ce qui a joué un rôle effectif dans la situation en Europe, c'est la partage inscrit en fait dans le principe de l'immuabilité des frontières. C'est la dispute contenue, dans l'engagement d'élargir les relations commerciales et économiques ; d'une part les USA voulaient l'utiliser pour apaiser les ambitions de l'URSS, d'autre part l'URSS l'utilise comme un moyen de pénétration dans la zone d'influence occidentale. Enfin par une reconnaissance du principe de «la libre circulation des hommes et des idées», les USA espéraient créer des difficultés à l'URSS, et en combinant ce principe avec le développement des relations commerciales et économiques, élargir les fissures qui apparaissaient déjà dans la zone dominée par l'URSS. Aussi, loin de diminuer la tension en Europe, les suites de la CSCE ont été une recrudescence des armements et une recrudescence des pressions de toutes sortes contre les pays européens, de la part des USA comme de l'URSS.

#### L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS BOUSCULÉ DE PART ET D'AUTRE

Parmi les pays européens, ces pressions contradictoires ont pris une intensité particulière en France. L'impérialisme français conserve encore des éléments d'une politique de relative indépendance à l'égard des États-Unis et que ceux-ci tentent d'éliminer. Cette offensive US répond à une multiplication des pressions de l'URSS qui avait profité de la politique d'indépendance gaulliste pour établir des relations particulières avec l'impérialisme français, relations qu'elle voudrait voir se développer et se généraliser.

Après deux ans de mise en œuvre des accords d'Helsinki, le danger d'une guerre en Europe se renforce tandis que l'impérialisme français est soumis à des pressions particulièrement fortes des deux superpuissances USA et URSS, auxquelles Giscard cède pas à pas, le rapprochement accéléré avec l'impérialisme américain allant de pair avec les concessions faites à la superpuissance soviétique.

G. CARRAT

## DEPUIS HELSINKI,

# L'URSS ET LES ETATS - UNIS ACCROISSENT LES RISQUES DE GUERRE EN EUROPE 1

### L'URSS ET L'EUROPE

## AGGRAVATION A L'EST, OU AGRESSIVITÉ A L'OUEST

Au lendemain de la conférence d'Helsinki, l'URSS affirmait son succès en soumettant l'Allemagne de l'Est à un traité similaire à celui qui fut imposé à la Tchécoslovaquie après l'invasion de 1968. L'URSS appesantissait sa domination sur l'Europe de l'Est. Le programme d'intégration économique des pays du COMECON défini en 1971, se matérialisait en 1975 par le plan concerté. Celui-ci prévoit la création d'une dizaine de grandes unités industrielles. La plupart sont construites en URSS même, les pays est-européens devant fournir des ouvriers, des biens d'équipement et des fonds pour leur réalisation. Le pacte de Varsovie était renforcé, la mission d'intervenir dans les pays d'Europe de l'Est qui tentaient de se dégager de l'URSS clairement affirmée. A la fin de l'année 1976, Brejnev effectuait un voyage en Yougoslavie et en Roumanie pour tenter de soumettre ces deux pays, sans obtenir toutefois de succès significatifs. Les ministres rencontrés au cours de ces voyages, la crise qui secoue la Pologne, la résistance de plus en plus profonde de la Tchécoslovaquie viennent s'opposer directement à cette tentative soviétique.

La politique de renforcement à l'Est est complétée par

la politique de pressions de plus en plus pesantes sur l'Europe de l'Ouest. Dès le mois de décembre 1975, les «izvestia» écrivent que «la diminution de la tension ne signifie pas le statu quo du monde sur le plan social». En vertu de quoi, l'URSS s'arroge le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des pays européens, soit directement, soit en faisant approuver leur politique par les partis révisionnistes européens.

#### METTRE LA POLITIQUE EUROPÉENNE À L'HEURE SOVIÉTIQUE

Si la conférence des partis révisionnistes européens réunie à Berlin en 1976, a marqué l'échec des Soviétiques à leur imposer leur politique, ceux-ci n'en ont pas moins apporté leur soutien à la politique de détente. Sur ce point, ils apparaissent comme les auxiliaires de la politique de l'URSS, dans la mesure où, comme c'est le cas pour le PCF, cela renvoie à un choix de politique européenne plus orientée vers le social-impérialisme contrairement à la politique de la bourgeoisie au pouvoir. Les pressions constantes sur les partis révisionnistes d'Europe Occidentale visent à les amener le plus possible à demeurer des



«Pour l'Angola, adressez-vous à votre conseiller» dit Brejnev à Kissinger. En octobre 1975, Brejnev appelait à la «détente» en Europe tandis que l'URSS exigeait des USA qu'ils laissent intervenir militairement en Angola.

instruments de pression interne.

Cette politique ne s'arrête pas là. Les Soviétiques multiplient les relations avec les autres partis politiques, notamment avec les «sociaux-démocrates conscients de leur responsabilité en ce qui concerne la paix» (Brejnev). La rivalité entre les USA et l'URSS va jusqu'à la dispute de l'influence sur les partis tant au pouvoir que dans l'opposition. Ainsi Brejnev, quelque temps avant Ford, invite Mitterrand, et la plupart des partis français ont été officiellement invités en URSS.

Les moyens de pression internes se doublent d'ingérences grossières et de pressions énormes sur les pays européens. Ainsi en été 1975, Gromyko en visite en Italie, déclarait que celle-ci devait «mettre sa politique à l'heure soviétique». Ponomarev est particulièrement chargé d'effectuer ces pressions. Il propose une politique de coup d'État au parti révisionniste portugais ; lors de ses visites dans les pays européens, il exige que ceux-ci changent de politique étrangère. Pour ce fait, il s'est fait vertement rabrouer en Angleterre en automne 1976.

#### BRUTALES PRESSIONS SUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Venu à Paris en décembre 1976, Ponomarev a adressé une véritable mise en demeure. «L'Union Soviétique voudrait voir la France participer aux efforts internationaux visant à trouver les moyens de limiter la course aux armements... Elle voudrait la voir prendre part aux travaux des forums internationaux, portant sur le désarmement... Nous ne pouvons pas ne pas exprimer notre préoccupation devant... un renforcement de la coopération de la France et de l'OTAN». Cette invective soviétique se doublait de menaces prétendant que si l'intégration européenne se poursuivait, il existait «un danger de guerre thermo-nucléaire globale». Devant l'exigence soviétique d'un changement de la politique étrangère française, il n'y eut aucune réaction ni présidentielle, ni gouvernementale.

Un seul parmi les députés ainsi provoqués a dénoncé le «réquisitoire» soviétique.

Invité à Moscou en octobre 1976, Giscard d'Estaing se voit obligé de faire anti-chambre parce qu'il refuse d'entériner des exigences soviétiques. Finalement, il accepte de signer un communiqué commun dont un passage porte sur la non-dissémination nucléaire, en même temps qu'il reconnaît que la «lutte idéologique» peut se poursuivre, ce qui signifie le droit pour les Soviétiques d'intervenir dans la politique française.

Ainsi, apparaît bien la coopération exemplaire franco-soviétique dont l'URSS voudrait faire un exemple : elle réunit tous les moyens mis en œuvre par l'URSS pour intervenir en Europe Occidentale, aussi bien économiques que politiques. Ainsi, c'est en France que l'URSS installe des entreprises, (comme c'est le cas à Issy et à Fos, des entreprises, un accord sur la livraison de gaz fait dépendre de façon non négligeable, la France du gaz soviétique. En retour, la France équipe en industries de base, l'URSS sans qu'elle ait besoin de verser un seul centime : les paiements se font en produits élaborés dans les entreprises ainsi installées, ce qui assure à l'URSS des marchés importants à long terme et une percée sur les marchés occidentaux. Ainsi se crée une dépendance de l'Europe de l'Ouest à l'égard de l'URSS, tandis que la France et les pays occidentaux aident de fait l'URSS à édifier son industrie, base de son agressement militaire. «Ce qui est né et a été mis à l'épreuve pendant la coopération soviéto-française a trouvé sa place dans la pratique internationale», écrit le représentant commercial soviétique en France. Par les moyens d'interventions multiples que l'URSS a développés avant et après la CSCE, elle a fait de la France un champ d'expériences que les complaisances de Giscard à son égard l'encouragent à étendre à toute l'Europe, en s'appuyant sur le formidable arsenal militaire déployé tout autour de l'Europe.



Le premier porte-avion soviétique, le Kiev, a quitté Odessa, traversé la Méditerranée, rejoint la puissante flotte de la Baltique en longeant ses côtes ouest et nord européenne. C'est une manifestation éclatante de l'étalage des forces soviétiques pour intimider les pays européens.

# DANS NOTRE COURRIER

**Devenez**  
**«ABONNÉ-AMI»**  
 du  
**Quotidien du Peuple**

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Keraumont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma (tarif étudiant tous les jours)

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

**ENTRÉE GRATUITE** aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F
- Abonnement de soutien ..... 500 F
- Abonnement de soutien ..... F

- Mode de versement :
- En une fois
  - En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville .....

## ST MALO

### QUE FONT LES BUREAUX DE PRESSE RÉGIONAUX ?

Et les bureaux de presse régionaux, quelques articles sur eux dans le «Quotidien du Peuple» seraient intéressants pour tous ceux qui n'ont pas la

chance d'en posséder un. Ainsi parler de leur fonctionnement, de leurs éditions, tirages, articles, comment ils sont pris en main localement (...)

Pour que le Quotidien du Peuple renforce toujours plus ses liens avec tous ceux qui luttent contre la société capitaliste, les bureaux de presse régionaux revêtent une grande importance ! Sans les correspondances régionales, le journal ne pourrait rendre compte de la lutte de classes à l'échelle du pays et être une arme efficace dans le combat quotidien que nous menons. Rendre compte des luttes dans les usines, dans les quartiers, à l'école... contribuer aux bilans en vue de la coordination de ces luttes contre la crise, rendre compte des faits politiques, économiques et sociaux qui marquent la vie de la localité, de la région, c'est le travail quotidien du bureau de presse.

Par exemple, en ce qui concerne le bureau de presse de Marseille et sa région, son activité a permis de couvrir la lutte de Griffet qui dure depuis plus de 2 ans, celle des grévistes des Benne Marrel, à Vitrolles, de Gervais Danone à Marseille, les manifestations paysannes dans le Languedoc-Roussillon...

Le journaliste d'un bureau de presse a pour tâche d'animer le réseau de lec-

teurs et de correspondants du QdP, existant dans la région. Le bureau de presse doit être comme le centre d'une vaste «toile d'araignée» couvrant la région, être un lieu où convergent mille informations et avec qui peuvent collaborer des journalistes progressistes de la région. Par exemple, lorsqu'une lutte se développe sur la région de Fos, les lecteurs travaillant dans l'usine en lutte ou dans une usine voisine, ont à prendre en mains la rédaction d'un article. Le bureau de presse régional voit avec eux les difficultés rencontrées, et les aide à élaborer l'article.

Un exemple récent intéressant sur Marseille, c'est celui des deux articles réalisés sur la lutte contre l'amiante à la Savine : ce sont ceux qui ont mené la lutte, qui ont pris en main la rédaction des articles, certains pour la première fois. Ces initiatives, en se multipliant, aident le QdP à jouer son rôle au cœur des luttes populaires, pour tracer la perspective de la révolution dans notre pays. Cela dépend aussi de toi et de tous les lecteurs qui ont tous à contribuer au Quotidien, à son amélioration, par les critiques et par la rédaction d'articles.

Robert Rivière

## CAEN

### ISOLÉ, ON EST DÉFAITISTE

Je lis «Le Quotidien du Peuple» tous les jours. Je le fais lire à mes collègues ; la plupart le trouvent intéressant. Je vais voir avec eux les critiques qu'ils font et ce qu'ils en attendent. Certains le lisent maintenant réguliè-

rement, car «ça les aide à mieux comprendre ce qui se passe en France car, isolé, on est défaitiste et on se demande où en est l'état d'esprit de la classe ouvrière».

C.G. CHRU Caen

## ROUEN

### Une nouvelle librairie

Dans le vieux quartier populaire de Saint Pierre, quartier d'ailleurs très menacé par les requins locaux de l'immobilier, vient de s'ouvrir une nouvelle librairie «Rencontre», (c'est au 102 de la rue Saint Hilaire). Bien entendu, vous pourrez y acheter livres et revues, mais vous aurez aussi la possibilité de nous informer sur les luttes, d'en discuter, de faire des propositions d'achat d'ouvrages, de formes d'action à mener etc...

Le collectif qui gère cette librairie prépare pour les mois à venir une rencontre politique. «Six heures sur les luttes de la région» où seront organisés des forums sur la presse locale, la santé, le chômage). Passez les voir pour en discuter et les aider à préparer cette manifestation.

La librairie est ouverte les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 17 h à 19 h, le mercredi de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Et le dimanche de 10 h à 12 h.

COMMUNIQUÉ ROUEN

Jeudi 3 février - 20 h 30 Yann le Masson présente son film «Kashima Paradise» à Rouen

Faculté des lettres, amph 3 (Mont Saint Aignan)  
 Entrée gratuite  
 Le film sera suivi d'un débat

**CHILI : QUELQUES POINTS DE REPÈRE**

**FRONT ROUGE N° 12 VIENT DE PARAÎTRE**  
 5 F + 2 F de port  
 Passez vos commandes à FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

Editorial

Du RPF au RPR :

- Vers la crise politique

Parlement Européen :

- Contre l'indépendance nationale

A propos du travail syndical :

- L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme

Dossier Chili :

- Quelques points de repère

Enquête :

- Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation

Caisse d'Épargne :

- «Les OS de la papeterie les mieux payés de France»

Critique de film :

- Un point de vue sur «1900»

Histoire du mouvement ouvrier :

- La théorie des forces productives

URSS :

- La répression en URSS

Vietnam :

- Après le IV<sup>e</sup> Congrès du PTV

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
 Directeur de publication : Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC-Paris  
 Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

13<sup>e</sup> épisode

Cette Note, appelant à la lutte clandestine dans la France vaincue, il devait encore la faire connaître. Dans cette sombre tapisserie, il fallait la faire passer, de fil en fil, jusqu'à des personnages qui pourraient s'y intéresser. Morestel, alpiniste, était patient. Il confia le projet à des amis: Jean Prévost, Michel Vieljeu, Yves Farge. Ce dernier, après une visite au Vercors, soumit le plan à Jean Moulin, fondateur du Comité National de la Résistance.

Le 31 janvier 1943, Yves Farge arriva à Grenoble:

— Henri, dit-il, Moulin est emballé par votre projet. Voici de l'argent, mettez-vous immédiatement au travail.

Le 10 février, Henri Morestel et Yves Farge rencontrèrent à Bourges le général Charles Delestraint, délégué militaire national. Petit, vif, le général était vêtu d'un pardessus gris orné d'une pochette de soie blanche.

Les trois hommes se réunirent dans un bureau vide, sentant la paperasse. Morestel remit au général sa Note et une carte au 80.000'. Il les emporterait à Londres à la prochaine lune.

Le projet fut baptisé « Montagnards ».

Quinze jours plus tard, à huit heures et quart, après les trois coups de gong, « les Français qui parlent aux Français » diffusèrent les messages personnels:

« Les Montagnards doivent continuer à gravir les cimes. Nous répétons: les Montagnards doivent continuer à gravir les cimes. »

Henri Morestel passa la frontière suisse le 28 octobre 1943. Quelques jours seulement avant d'être arrêté, le général Delestraint l'avait chargé d'aller représenter le Vercors auprès du gouvernement provisoire et d'aider à la préparation du projet « Montagnards ».

Vieljeu entra dans la lutte. Pour lui, ce fut un soulagement, la conclusion d'un combat intérieur.

Brimé par son père, il avait depuis vingt ans rejeté toute discipline extérieure, refusé de soumettre sa « personnalité » à la collectivité. Pourtant, il gardait la nostalgie de l'éducation rigoureuse reçue dans son enfance (il s'en aperçut à l'armée: finis les problèmes). Il se rendait bien compte qu'en s'isolant, il se condamnait à l'impuissance. Il en souffrait.

Dans le Vercors, dans cette organisation conçue militairement, « l'armée secrète », il espérait trouver, non seulement un moyen d'action, mais aussi un abri. A Lyon, il avait vu les forces se regrouper. Parmi ses anciens amis de Paris, les communistes se réorganisaient, les « action française » suivaient Pétain. Il restait seul, comme avant guerre, et cette fois face aux terreurs de l'occupation. Le groupe lui devenait nécessaire, il avait besoin de se sentir épaulé. Il abdiqua sans peine sa liberté pour la sécurité, pour un moyen d'action.

La transition ne fut pas difficile. Vieljeu découvrait une jeunesse jamais connue: enthousiasme, confiance dans son bon droit, amitié pour ses camarades de combat.

S'il avait souvent pensé adhérer au parti communiste, il n'avait jamais osé le faire. Il trouva dans l'armée secrète un idéal satisfaisant: lutte contre les occupants, programme social du Comité National de la Résistance. Avant tout, il mettait fin à ses dilemmes.

Il souriait parfois en songeant: « Si j'avais su que l'armée me servirait de cellule... »

L'ancien journaliste fut d'abord agent de liaison.

En octobre 1943, lorsqu'il vint s'installer sur le « plateau », le Vercors avait déjà son histoire. Dénoncés aux Italiens, les réfractaires, guidés par deux paysans, Fabien Rey et Magnan, avaient quitté la montagne d'Ambel pour se réfugier sur la montagne de Beurre, au chalet Bélier. Les camps se multipliaient. Bientôt, ils furent huit. Les Italiens, puis les gardes mobiles et les Allemands, leur donnèrent la chasse. Il fallut organiser les jeunes en « trentaines » et en « sixaines ». Les effectifs se composaient avant tout de garçons qui refusaient de partir travailler en Allemagne.

Michel s'occupa du camp du lieutenant Payot, sur le plateau de Beurre. Il fit la liaison, le ravitaillement en armes et en matériel. On lui donna Terro comme adjoint.

C'était une vie sportive: marches dans la neige, sac au dos, nuits passées dans des cabanes, à deux mille mètres. Vieljeu, qui avait fréquenté toute sa vie des bourgeois et des intellectuels, découvrait le peuple.

(à suivre)

# zistoir kristian

## Histoire vraie d'un ouvrier réunionnais en France

Traduit du Créole (Ed. Maspéro)

Le livre démontre d'abord -et n'est-ce pas un fait culturel important? - que le créole n'est pas un vulgaire patois, comme le prétendent les colonisateurs blancs, mais une langue susceptible d'avoir les honneurs de l'écriture. Et en effet, c'est en créole que sur un cahier d'écolier, Christian, l'auteur -un ouvrier réunionnais- a rédigé cette sorte de journal de l'exploitation et de l'oppression qu'il n'a cessé de subir dans son île comme dans « la mère Patrie ». Et ce texte a d'abord été diffusé, ronéoté, en créole.

### LA FAIM AU VENTRE

Sous forme de courts chapitres: la maison de mes parents, l'école, l'usine sucrière, le service militaire, le Bumidom... Christian accumule des notations sur sa vie quotidienne, faite de dénuement, de travail exténuant; fils d'un coupeur de cannes, il ne peut même aller à l'examen du certificat d'études, faute d'avoir le petit matériel scolaire nécessaire. Alors, c'est pour lui, le même destin que son père: les heures sous le soleil à désherber, à couper la canne, les brimades du contremaitre, la faim au ventre d'un peu de mieux-être.

### DE LA MAIN-D'OEUVRE AU RABAIS

Et puis, c'est le service militaire dans la « métropole ». Alors là, Christian se croit sauvé, on lui en a tant dit sur ce pays lointain. « Quand je suis venu

en France, je croyais que j'allais au Paradis ».

Paradis des brimades, du chômage, de l'exploitation, OUI. En effet, il suit des cours de formation accélérée pour être

fession. Et cela renforce l'accablant constat de l'inégalité sociale vécue par les Réunionnais et par tous les peuples encore colonisés par la France. Il puise à sa vie dans

son île, des images justes et saisissantes tout à la fois. Ainsi, sa première désillusion en débarquant en France: « Quand on est arrivé à Marseille, on nous a fait descendre à terre en rang par deux comme les bœufs malgaches qu'on débarque au port ».

Il faudrait que d'autres travailleurs prennent la plume comme l'a fait Christian pour constituer peu à peu, de témoignage en témoignage, une histoire ouvrière qui dénonce l'exploitation sous toutes ses formes et retrace aussi toutes les formes de luttes menées pour instaurer une autre société.

Paule SACONNET

Ce livre est publié par Maspéro, dans la collection « La mémoire du peuple ».



maçon; mais, malgré son CAP, il ne sera employé que pour faire les sales boulots, sous-payés. S'il proteste, c'est la porte.

Il espérait, avec un bon métier, pouvoir rentrer au pays. Mais comment trouver l'argent du voyage quand il a tout juste de quoi vivre? Et il subit le destin ordinaire que prépare le Bumidom aux « Français » des départements d'Outre-Mer, un destin d'insécurité, d'exploitation, d'humiliation, d'isolement aussi à cause du racisme qui l'enveloppe constamment.

### UNE EXPRESSION PROLÉTARIENNE

Christian s'exprime de façon directe, condensée, concrète. Sans les fioritures de l'écrivain de pro-

## « J'ai avalé ma rage »

« Quand est venu le temps du certificat d'études, deux ou trois jours avant, le maître a inscrit au tableau toutes les affaires qu'il fallait pour passer l'examen. Quand j'ai vu tout ce qu'il fallait, j'ai mis ma main sur la bouche et je me suis dit: « Totoche! Je suis foutu, jamais la vieille elle va pouvoir me payer tout ça. » J'ai eu envie de pleurer, mais je n'ai pas pleuré, j'ai avalé ma rage.

J'ai attendu le samedi, le jour où Maman descend en ville pour faire ses commissions, et je lui ai épilé toute la liste de fournitures pour l'examen. Elle m'a dit: « Christian, mon enfant, il faut d'abord qu'on achète la morue. Et puis va faire un tour dans la cuisine, la bouteille de pétrole est vide: il ne reste plus une seule goutte pour mettre dans la lampe et nous éclairer ce soir. Ton père n'a pas travaillé de la semaine à cause du mauvais temps et la paie est vraiment mince. Y'a même pas assez pour faire les commissions. »

J'ai pas insisté, j'ai compris que je n'aurais jamais mon certificat d'études. J'étais dépité d'aller à l'école et j'ai commencé à entortiller ma mère pour que le vieux me trouve un boulot. »

## Programme télé

### MERCREDI 2 FEVRIER

#### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien raconte  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - La foire  
22 h 00 - Les contes du solstice  
23 h 00 - TF 1 actualités

#### A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 h La tirelire

20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - Switch  
21 h 30 - C'est-à-dire  
23 h 00 - Jazz  
23 h 30 - Journal de l'A 2

#### FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre, La CGT  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 00 - Jeux de 20 heures  
20 h 30 - Cinéma 16. A6  
22 h 15 - FR 3 actualités

# MAIN BASSE SUR LA PRESSE

HERSANT :

## Les publications du groupe

QUOTIDIENS : Centre-Presse (résultant de la fusion de douze quotidiens locaux achetés entre 1958 et 1960 : 135 000 exemplaires.

L'Eclair (Nantes) (1960).....	25 000
La liberté du Morbihan (63)....	17 000
France-Antilles (64).....	17 000
Nord-Matin (67).....	113 000
Le Havre-Presse (69).....	20 000
La Nouvelle République des Pyrénées (70).....	18 000
Paris-Normandie (72).....	160 000
Nord-Eclair (75).....	98 000
Le Figaro (75).....	400 000
France-Soir (76).....	712 000

Soit au total un million sept cent mille exemplaires par jour : le sixième de la presse quotidienne française.

### Périodiques locaux :

L'Action Républicaine (Dreux), bihebdomadaire, qui a absorbé trois autres journaux.

L'Indépendant Honfleurais, hebdomadaire.

Le Progrès du Littoral (Dives-sur-Mer), hebdomadaire et huit autre périodiques à diffusion locale achetés en Normandie.

### Presse spécialisée :

L'Auto-Journal, Sport-Auto, Virage-Auto, les Cahiers du Yatching, la Revue Nationale de la Chasse, la Pêche et les Poissons, Adam, la Bonne cuisine, Votre Magazine-Tricot, Market, le Guide des Syndicats d'Initiative.

## LES PREMIERS PAS D'UN EMPIRE

Au début de 1950, paraît un nouveau magazine, qui devient rapidement le premier dans sa spécialité : l'auto-Journal. Fondateur : Robert Hersant, qui fondera sur ce magazine son empire. Il faudra attendre 1958 pour voir celui-ci se lancer réellement dans la presse quotidienne. «L'Oise-Matin», hebdomadaire créé en 53, devenu quotidien fin 54, n'était pour l'essentiel que le support de presse électoral du bientôt député Hersant. Ce journal, en concurrence directe avec «L'Oise-Libérée», de Dassault, finira en 65 par être revendu à Amaury.

### CENTRE - PRESSE : PIÈGE À PUBLICITÉ

Mais, quand en juin 57, la société EDP rachète «Le Courrier du Centre» au gaulliste Edmond Michelet, c'est dans une toute autre entreprise qu'Hersant est en train de se lancer. «L'Eclair du Berry», «Le Cantal Indépendant», «Le Rouergue Républicain»... au total, c'est 12 petits journaux locaux qui vont tomber un à un dans l'escarcelle du groupe. De 1946 à 1960, le nombre de titres de la presse quotidienne française passe en effet de 203 à 111 ; parmi les nombreux journaux qui disparaissent à cette époque, on compte nombre de feuilles parues au lendemain de la Libération, et qui n'avaient de diffusion que dans un espace géographique très restreint.

L'intérêt de l'entreprise est, en fait, dans la concentration en un seul titre de toute une série de petites publications : ainsi, se constitue «Centre Presse», qui

propose aux publicitaires «une diffusion totale cumulée de 174 000 exemplaires», et se proclame «le premier à Bourges, Saint-Amand, Vierzon-Sancerre, Poitiers», etc... La société «Régie Presse», qui a maintenant son siège dans la tour Maine-Montparnasse, et qui prend en charge la publicité du groupe dont elle fait partie, peut donc se prévaloir d'un nombre suffisant de lecteurs pour attirer des annonces que chacun des titres précédents, pris séparément, ne pouvait en aucune manière escompter. En même temps, à force de pages communes, de rubriques fusionnées, des économies importantes sont réalisées sur la rédaction et la composition. Monsieur Hersant, patron de presse, est «un bon gestionnaire», qui va pouvoir s'attirer la confiance des banquiers, en attendant celle des hommes du gouvernement.

### LA CAMPAGNE DE NORMANDIE

Ayant constitué ainsi un petit royaume dans le centre de la France, dans une région où peu de concurrence se présentait, Hersant va s'attaquer à un morceau bien plus coriace : la Normandie. Au sud, règne dans cette région «Ouest-France», le grand journal breton qui rayonne jusque dans le Calvados. Mais, dans la basse vallée de la Seine, c'est à «Paris-Normandie», dirigé par Pierre-René Wolf, que le marché revient : pas loin de 200 000 exemplaires à lui tout seul. La seule concurrence pour le journal rouennais se trouve au Havre, où «Le Havre Presse» atteint à peu près le dixième de ce tirage. «Le Havre Libre», où le PCF a des intérêts très importants, atteint à peu près le même niveau.

C'est par Le Havre qu'Hersant va amorcer son mouvement tournant : achat du «Havre Presse» en 1969, contrat pour la rédaction, de pages communes avec «Le Havre Libre». Début 1971, l'offensive directe est lancée contre «Paris Normandie» ; à la différence des petits journaux achetés naguère dans le centre, le titre n'est pas à proprement

parler en difficulté financière. Mais, la structure a une faiblesse : les parts sont réparties entre un nombre restreint d'actionnaires ; à la Libération, elles leur ont été attribuées, selon un découpage politique, pour une somme dérisoire. Les combats de la Résistance sont loin ; plusieurs porteurs de parts sont morts, d'autres sont installés dans la bourgeoisie locale. C'est l'occasion que saisit Hersant, qui pose d'emblée 400 millions anciens sur la table. Au printemps 72, après la mort de Pierre-René Wolf, et divers épisodes juridiques, c'en est fait : le journal lui appartient.

«L'armée a fait son devoir» : c'est ainsi que le «Havre Presse», propriétaire Hersant, saluait le coup d'Etat de Pinochet au Chili en septembre 1973. Le responsable de cette forte pensée est actuellement rédacteur en chef à «Paris-Normandie». Pour peu qu'ils aient été simplement démocrates, on comprendra que nombre de journalistes aient préféré demander à partir plutôt que de voir leur signature risquer de figurer dans les mêmes colonnes que ce genre d'insanités.

# le quotidien du peuple

- 3 -



### UN APPÉTIT INSATIABLE

Désormais, Hersant, «le bon gestionnaire», va se lancer à la conquête des petits périodiques locaux qui vivent dans la région. L'argent de «la Société Normande de Presse Républicaine» (Paris-Normandie), va lui servir à acheter ainsi 14 titres en quelques mois : au total, encore cinq cents millions anciens, puisés dans les caisses mêmes du journal qui vient d'être conquis. Ce n'est plus seulement «Paris-Normandie», c'est toute la presse de Haute-Norman-

die qui appartient à Hersant.

En même temps, sur la base de la rédaction parisienne de Paris-Normandie, est fondée à Paris, une «agence», l'AGPI, qui se fixe pour but d'alimenter tout le groupe en articles tout prêts. Mais l'AGPI est plus que cela : c'est, déjà, la marche sur Paris, celle qui va se dérouler de manière fulgurante en 1975 et 1976, avec l'achat de deux des plus grands journaux parisiens : le «Figaro» et «France Soir».

### FRANCE ANTILLES :

## Un fleuron du colonialisme

«La Guadeloupe, la Martinique, c'est la France» : telle est l'idée qu'il s'agissait d'enfoncer quand la décision de créer un quotidien pour ces deux pays a été prise par les autorités françaises. «Le général De Gaulle lui-même, lorsqu'un conseil interministériel décida, en 1964, qu'il convenait de doter les Antilles d'un grand quotidien défendant la présence française, fit confiance à mon dynamisme et à ma loyauté pour créer France-Antilles». Au moins, Monsieur Hersant est franc : il gère, ouvertement, un journal gouvernemental à Fort-de-France, et il s'en vante. Un seul but, enfoncer l'idée que «la Guadeloupe, la Martinique, c'est la France».

les mêmes avantages, ils sont très mal qualifiés et pas rentables». De la belle graine de raciste.

### NON GRÉVISTES

Aussi, en 1973, quand les ouvriers de l'imprimerie se mettent en grève, Monsieur Modeste, journaliste, dira tout simplement : «Les grévistes ne nous ont jamais tenu au courant de leur projet ; la preuve en est que, jusqu'à ce jour, tout comme la direction, nous ignorons l'essentiel des revendications». Exactement le point de vue d'Hersant, pour qui «aucune revendication n'a été formulée». On voit le genre de journalistes que forme Monsieur Hersant dans sa succursale coloniale.

ment secouer la domination coloniale : «Le GONG est décapité !» s'exclamait France-Antilles lors de l'arrestation d'une série de patriotes en 67, exactement comme s'il s'était agi d'un gang quelconque. Et, lors de la grève de la canne à sucre en 67, il dénonçait l'UTA et l'UPG, syndicats de masse des travailleurs de la terre, les désignant comme «manipulés par des intellectuels séparatistes». Ce qui, aux termes de la loi, permet d'engager des poursuites contre leurs responsables.

A la Guadeloupe et à la Martinique, quand le journal, le seul, arrive jusque dans les campagnes les plus reculées, on peut à juste titre s'exclamer : «Voilà France-Menti !»

### DIRECTEMENT DES CAISSES DE L'ETAT

Effectivement, c'est tout bonnement dans les locaux de l'Etat que siège le journal ; à son imprimerie, la SIGA, qu'il est sorti. On ne connaît rien du prix payé -ou non payé- pour ces menus services. Toujours est-il qu'en 1973, Hersant aurait commencé à racheter une partie du matériel à l'imprimerie nationale, la SNEP. Le rédacteur en chef, Charles Rebois, expliquait alors pour justifier le fait que les journalistes étaient tous français, le travail ouvrier étant réservé aux Martiniquais : «On ne peut pas donner aux Martiniquais

### DÉNONCIATIONS

Pour ce qui est du contenu du journal, on le devine facilement en fonction de ce qui précède : grandes photos de sport des matches locaux à la «une», place de choix réservée à toute personnalité représentant la «mère patrie» en visite dans les îles. Le reste : faits divers, crimes à la «une», pages de mode et de cuisine «typiquement françaises». Et, en cas d'événements importants, un soutien franc et massif à l'appareil colonial : lors des élections, bien sûr. Mais aussi, quand les mouvements de masse, fréquents ces dernières années, vien-

Monsieur Miot, c'est le nouveau rédacteur en chef de «Paris-Normandie». D'où vient-il ? Du «Havre Presse», mais aussi de «France-Antilles» !

Monsieur Rebois, c'est le nouveau chef du service politique du «Figaro». Qu'était-il ? Rédacteur en chef de «France-Antilles» ?

En somme, le journal officiel de l'appareil colonial en Martinique et en Guadeloupe, semble bien être la meilleure école de formation pour les futurs cadres du groupe Hersant.